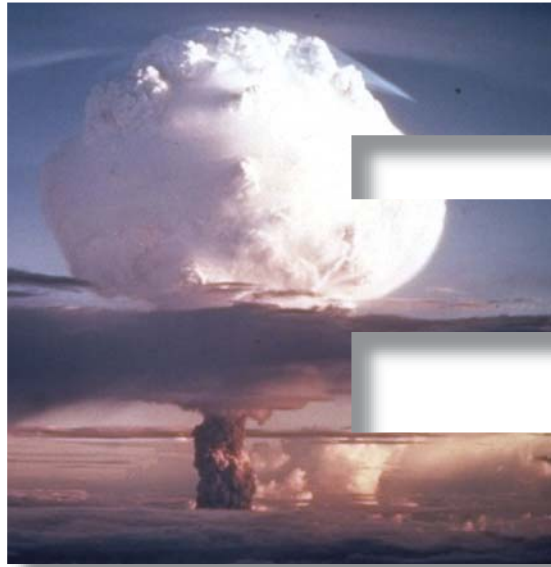




LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

M A R S 2 0 0 5



2

L'ÉQUATION NUCLÉAIRE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS



Directeur de la rédaction	Thomas Cooney
Rédacteur en chef	David Anthony Denny
Rédacteurs adjoints	Merle David Kellerhals Rebecca Ford Mitchell Jacquelyn Porth
Documentalistes	Samuel Moncrief Anderson George Burkes Jeffrey Mason Vivian Stahl
Couverture	Min-Chih Yao
Maquette de la version française	ARS, Paris

Directrice de la publication	Judith Siegel
Réviseur	Guy Olson
Responsable de la production	Christian Larson
Responsables adjointes de la production	Chloe Ellis Sylvia Scott

Conseil de rédaction	Alexander Feldman Kathleen Davis Peggy England Francis Ward
----------------------	--

En couverture: Adaptation de la célèbre équation d'Albert Einstein $E = mc^2$, selon laquelle l'énergie (E) libérée lors de la fission d'un atome est égale à la masse (m) multipliée par le carré de la vitesse de la lumière (c^2). Dans *L'Equation nucléaire dans le monde d'aujourd'hui*, des vendeurs illicites de technologie et de matériel nucléaires (tels que le Pakistanais A.Q. Khan) et des acheteurs (représentés par ce terroriste masqué) pourraient provoquer une catastrophe nucléaire.

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques – « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis » et « La Société américaine » – qui examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale. Chacune de ces revues est cataloguée par volume (le nombre d'années de publication) et par numéro (numéros publiés dans l'année).

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais et en espagnol. Certains numéros sont également traduits en arabe, en russe, en chinois et en persan.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante:

« <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr> »

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction:

Editor, eJournal USA: Foreign Policy Agenda
IIP/T/IS
U.S. Department of State
301 4th St. S.W.
Washington, D.C. 20547
États-Unis d'Amérique
Adresse électronique: ejforpol@state.gov

AVANT-PROPOS



L'ÉQUATION NUCLÉAIRE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Juste quand on croyait que la fin de la guerre froide allait sonner le glas des terreurs nocturnes qu'inspire l'annihilation nucléaire, voilà que réapparaît le terrible spectre atomique, reconnaissable à son nuage en forme de champignon. Dans le calcul de la guerre froide, le monde vivait dans la crainte que deux superpuissances déchaînent l'une contre l'autre un pouvoir de destruction fort de milliers de mégatonnes – et qu'elles menacent ainsi l'existence même de la race humaine.

Cette menace s'étant estompée, le présent numéro de la Revue électronique consacrée aux objectifs de la politique étrangère des États-Unis se propose d'examiner les éléments de l'équation nucléaire tels qu'ils se présentent de nos jours. Le temps de l'affrontement des superpuissances est fini ; à la place, nous avons affaire à des États hors la loi, à des organisations terroristes apatrides et à des réseaux de fournisseurs sans scrupules qui opèrent dans le contexte du marché noir (comme celui du scientifique pakistanais A. Q. Khan, en couverture), lesquels sont prêts à négocier les transferts de matières et d'expertise technique qui ouvrent la voie aux armes nucléaires. N'importe quelle grande ville pourrait être le théâtre d'un

scénario catastrophe, qui sèmerait sans préavis la mort et la destruction parmi des milliers, voire des dizaines de milliers, de simples citoyens vaquant à leurs occupations quotidiennes.

Depuis la fin de la guerre froide, le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), signé voilà trente-cinq ans, a été le plus gros obstacle à la réalisation du cauchemar de la bombe atomique. Conformément aux dispositions de ce texte, une conférence d'examen se tient tous les cinq ans en vue de faire le point sur les dangers de la prolifération nucléaire et sur les progrès enregistrés en matière de non-prolifération. La prochaine, qui va durer un mois comme toutes les autres, s'ouvrira à New York le 2 mai.

Le présent numéro de la Revue électronique, qui a pour titre « L'équation nucléaire dans le monde d'aujourd'hui », est publié en prévision de cette conférence afin d'exposer la position des États-Unis sur des questions critiques liées au TNP ainsi que l'opinion d'un certain nombre d'experts sur les questions d'actualité les plus épineuses de la non-prolifération nucléaire.

La rédaction



eJournal USA

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / MARS 2005 / VOLUME 10 / NUMÉRO 1

<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

L'ÉQUATION NUCLÉAIRE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

INTRODUCTION

6 Les États-Unis sont résolus à respecter leurs engagements au regard du TNP

GEORGE W. BUSH

Les parties au TNP doivent entreprendre des démarches résolues afin de faire face aux menaces de non-respect de cet instrument et pour préserver et renforcer ses accomplissements dans le domaine de la non-prolifération.

LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS DANS LE DOMAINE DE LA NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

8 Maîtriser les armes les plus dangereuses au monde

STEPHEN RADEMAKER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT
À LA NON-PROLIFÉRATION

L'apparition de nouvelles menaces de prolifération nécessite de nouveaux outils ainsi que la volonté d'améliorer de façon novatrice le régime de non-prolifération qui nous protège tous.

11 Comment renforcer le TNP

JACKIE SANDERS, REPRÉSENTANTE DES ÉTATS-UNIS À LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT ET REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU PRÉSIDENT POUR LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES
Le cadre de sécurité collective mis en place par le

TNP est gravement menacé lorsque des parties au traité ne respectent pas leurs obligations de non-prolifération.

PERSPECTIVES

15 L'action législative contre les armes de destruction massive

RICHARD LUGAR, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
SÉNATORIALE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Les armes et matières nucléaires, chimiques et biologiques pullulent aujourd'hui dans le monde.

19 Le terrorisme nucléaire: des armes à vendre ou à voler?

GAVIN CAMERON, PROFESSEUR ADJOINT DE SCIENCES
POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE CALGARY (CANADA)

Le vol d'une bombe nucléaire tactique ou l'achat de matière nucléaire de qualité militaire par des terroristes est un cauchemar qui pourrait fort bien se réaliser au XXI^e siècle.

ÉTUDES DE CAS: SUCCÈS ET ÉCHECS

23 La Libye renonce aux armes de destruction massive

PAULA DESUTTER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINTE POUR
LA VÉRIFICATION ET LE RESPECT DU RÉGIME DE NON-PROLIFÉRATION

La décision de la Libye de renoncer à son programme

d'armes de destruction massive est un réel succès de la non-prolifération en ce nouveau millénaire.

27 Après l'Iran: pour le maintien d'une énergie nucléaire pacifique

HENRY SOKOLSKI, DIRECTEUR EXÉCUTIF DU NONPROLIFERATION POLICY EDUCATION CENTER
La revendication par l'Iran du droit « pacifique » de se procurer tout ce dont il a besoin pour se rapprocher de la mise au point d'une bombe devrait nous faire songer précisément à ce que le Traité de non-prolifération des armes nucléaires vise à éviter.

31 Corée du Nord: un État voyou en marge du TNP

KONGDAN OH, CHERCHEUSE À L'INSTITUTE FOR DEFENSE ANALYSIS, ET RALPH HASSIG, CONSULTANT EN AFFAIRES NORD-CORÉENNES
Le gouvernement nord-coréen n'a jamais complètement respecté le Traité de non-prolifération des armes nucléaires auquel il avait accédé en 1985.

35 De nouveaux acteurs sur la scène: A.Q. Khan et le marché noir nucléaire

COLONEL CHARLES LUTES, ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS, ASSOCIÉ PRINCIPAL À L'INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE LA NATIONAL DEFENSE UNIVERSITY
Comme le prouve le réseau de trafic nucléaire d'A. Q. Khan, les accords actuels en matière de non-prolifération ne sont probablement pas adéquats pour faire face à la menace naissante de prolifération non étatique.

40 Visions de destruction massive dans les romans et au cinéma

RICHARD PELLIS, PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DU TEXAS À AUSTIN

À ce jour, il s'est révélé très difficile pour les écrivains et les cinéastes « de dépeindre la mentalité du terroriste apatride, du fanatique messianique déterminé à tuer à l'aveuglette et dont le seul but discernable est d'entasser les cadavres ».

43 « Duck and Cover »

Durant les années 1950, on a vu les Américains tenter de suivre les conseils de leur gouvernement sur la façon de se préparer à une attaque nucléaire.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

44 Bibliographie (en anglais)

45 Sites Internet (en anglais)

LES ÉTATS-UNIS SONT RÉSOLUS À RESPECTER LEURS ENGAGEMENTS AU REGARD DU TNP

GEORGE W. BUSH



Dans une déclaration publiée le 7 mars 2005, le président George W. Bush a réaffirmé la volonté de l'Amérique de respecter ses engagements dans le cadre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le président a exhorté les signataires du TNP à « colmater les brèches qui permettent aux Etats de produire des matériaux nucléaires pouvant entrer dans la fabrication de bombes sous l'apparence de programmes nucléaires civils. »

Le Traité de non-prolifération des armes nucléaires est entré en vigueur il y a trente-cinq ans. Aujourd'hui, la plupart des nations du monde sont parties à ce traité. Le TNP représente une barrière légale essentielle pour lutter contre la prolifération des armes nucléaires et constitue une contribution critique à la sécurité internationale.

En mai prochain, les parties au TNP se rassembleront pour la Septième Conférence d'examen du traité. Dans ce contexte, je tiens à réaffirmer la détermination des États-Unis de respecter leurs obligations et de s'assurer de la pérennité du traité dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

Les parties au TNP doivent entreprendre des démarches résolues afin de faire face aux menaces de non-respect de cet instrument pour préserver et renforcer ses accomplissements dans le domaine de la non-prolifération.

Nous ne pouvons pas laisser des États parias qui violent leurs engagements et défient la communauté internationale saper le rôle fondamental que joue le TNP en faveur de la sécurité internationale. Nous devons en conséquence supprimer les failles juridiques qui permettent à certains États de produire des matières nucléaires pouvant servir à la fabrication de bombes sous couvert de programmes civils d'énergie nucléaire.

Pour que les normes internationales soient efficaces, elles doivent être respectées. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a la responsabilité de déceler les activités nucléaires interdites et de rapporter ces violations. En conséquence, le système de garanties de l'AIEA est un moyen important de détecter et d'éviter toute instance de non-respect du TNP. L'AIEA doit avoir les outils dont elle a besoin pour accomplir sa tâche, tout particulièrement l'adhésion universelle au Protocole additionnel.

Les États-Unis demeurent fermement engagés vis-à-vis de leurs obligations dans le cadre du TNP. Nos actions, telles que le Traité de Moscou, conclu en 2002, sont la preuve de cet engagement. Les États-Unis vont continuer de jouer un rôle de premier plan dans le renforcement du régime de non-prolifération. Nous avons entrepris des actions concrètes et fait plusieurs propositions de renforcement du TNP, de l'AIEA et du régime élargi de non-prolifération, notamment l'Initiative de sécurité contre la prolifération.

Alors que de graves menaces pèsent sur la communauté internationale, surtout lorsque des États dévoyés et des terroristes cherchent à acquérir des armes de destruction massive, il est essentiel que la communauté internationale s'unisse pour faire face aux dangers de la prolifération nucléaire. Je demande à tous les États parties au TNP d'agir promptement et efficacement pour relever les défis lancés à ce traité et à notre sécurité collective. Nous pourrions ainsi nous assurer qu'il demeure un instrument efficace de la sécurité mondiale. ■

MAÎTRISER LES ARMES LES PLUS DANGEREUSES AU MONDE

STEPHEN RADEMAKER

Les membres du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ne peuvent pas « laisser la Corée du Nord et l'Iran se doter d'armes nucléaires », déclare Stephen Rademaker, secrétaire d'État adjoint par intérim à la non-prolifération, dans le premier article de cette revue. Les signataires du TNP, affirme M. Rademaker, doivent insister pour que ces deux gouvernements « abandonnent leurs ambitions nucléaires » et qu'ils « renouent avec le principe de la conformité au TNP ». Avant de prendre ses fonctions au département d'État, M. Rademaker a été conseiller principal auprès de la commission spéciale de la Chambre des représentants sur la sécurité intérieure.

Un monde nouveau a vu le jour le 11 septembre 2001, un monde plus incertain et plus dangereux que celui que nous connaissions auparavant. Dans des pays du monde entier, des innocents sont la cible d'un nouveau type de guerre. Des terroristes, dont Al-Qaïda, essaient d'acquérir des armes de destruction massive. Les terroristes avaient d'ailleurs démontré qu'ils étaient prêts à recourir à ces armes dévastatrices avant le 11 septembre, avec l'attaque au gaz toxique dans le métro de Tokyo. Elles sont devenues l'arme de choix précisément parce qu'elles visent à détruire des vies innocentes en frappant au hasard et à grande échelle. La plus lourde menace qui pèse aujourd'hui sur l'humanité est le lien qui existe entre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Les États hors-la-loi, qui entretiennent des liens étroits avec des organisations terroristes, cherchent eux aussi à acquérir ces armes particulièrement destructrices. La Corée du Nord a défié le monde, expulsé les inspecteurs internationaux, annoncé son retrait du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et allégué récemment qu'elle possédait des armes nucléaires. Pendant près de vingt ans, l'Iran a dissimulé au monde ses infractions au TNP pour se donner le temps de maîtriser

la technologie des armes nucléaires. Ce pays refuse d'abandonner cette entreprise, et ce malgré l'opprobre de la communauté internationale.

Nous ne pouvons pas nous croiser les bras et laisser la Corée du Nord et l'Iran faire fi de leurs obligations, se doter d'armes nucléaires et menacer la paix et la stabilité de leur région et du monde. Le risque que ces pays puissent transférer à d'autres États voyous ou à des organisations terroristes des techniques nucléaires critiques constitue un autre aspect de l'équation qui s'avère tout aussi troublant.

Nous savons que des trafiquants sans scrupules cherchent à satisfaire la demande lucrative d'armes de destruction massive. Ils opèrent dans plus de pays qu'on ne le pensait précédemment. On sait que le réseau de prolifération d'A. Q. Khan a fabriqué et acheminé des matières dangereuses en passant par l'intermédiaire de pays qui n'auraient jamais autorisé sciemment ce type de démarches. Une opération aussi sophistiquée et aussi clandestine que celle-ci accroît la probabilité que les terroristes mettent la main sur les armes qu'ils convoitent le plus. Nous approfondissons chaque jour nos connaissances, mais il reste encore beaucoup à faire avant de pouvoir démanteler ce réseau et empêcher d'autres structures clandestines de prolifération de se former ou de poursuivre leurs opérations.

Les menaces à l'échelle mondiale appellent une réponse mondiale. Le président Bush a clairement exprimé ce principe fondamental dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, notant en particulier que nous sommes « guidés par la conviction qu'aucun pays ne peut construire à lui seul un monde meilleur et plus sûr. Les alliances et institutions multilatérales peuvent décupler la force des pays épris de liberté. »

Ces défis exigent toute notre attention et une action immédiate de notre part. Il nous faut appuyer et défendre le système de règles et de traités internationaux auquel nous devons notre sûreté et notre sécurité. Une telle action nécessite la volonté de faire appliquer ces règles – pour



Cérémonie de signature. La négociation du Traité de non-prolifération des armes nucléaires s'est achevée en 1968. Sur cette photo prise le 1^{er} juillet de cette année, l'ambassadeur des États-Unis Llewellyn Thompson (à gauche) signe le traité à Moscou avec le ministre soviétique des affaires étrangères Andreï Gromyko. Assiste à la scène, parmi les membres de l'ambassade des États-Unis et les représentants soviétiques, le Premier ministre soviétique Alexeï Kosygin (troisième à partir de la droite). (AP Wide World Photos)

montrer que leur non-respect entraîne de graves conséquences. De surcroît, il faut que tous les pays qui ont le sens des responsabilités renforcent leurs lois et leurs mesures de contrôle en vue de prévenir la prolifération, notamment en sécurisant et en surveillant leurs ports et leurs frontières. C'est une responsabilité qui nous incombe à tous car aucun de nous ne veut aider les terroristes, sans le vouloir, à se procurer les armes redoutables qu'ils convoient.

Nous devons rester unis pour exiger que l'Iran et la Corée du Nord abandonnent leurs ambitions nucléaires et renouent avec le principe de la conformité au TNP. La Libye a donné l'exemple à suivre. En décembre 2003, elle a reconnu avoir tenté de se doter d'armes nucléaires et avoir enfreint le TNP, mais elle a opéré un choix stratégique en renonçant aux armes de destruction massive. Cela prouve qu'il est possible à un État d'abandonner sa poursuite d'armes illicites, de rehausser sa sécurité nationale et de regagner le giron de la communauté internationale.

L'apparition de menaces nouvelles et graves nécessite de nouveaux outils ainsi que la volonté d'améliorer le régime de non-prolifération qui contribue à notre protection à tous, en y apportant au besoin des adaptations novatrices. L'Initiative de sécurité contre la prolifération illustre ce principe. Elle encourage la coopération entre les États de façon à empêcher que les armes et les matières illicites n'atteignent leur destination. C'est l'un des grands succès de l'action qui est menée à l'échelle mondiale pour enrayer la prolifération des armes de destruction massive.

Une occasion importante va se présenter aux parties au TNP de renforcer ce traité lors de la Conférence d'examen qui se tiendra tout au long du mois de mai 2005. Ce sera la septième conférence de ce type depuis l'entrée en vigueur du TNP, en 1970. Jamais les États parties n'ont eu à se mesurer à des infractions d'une ampleur aussi grande que celle qui a été observée ces dernières années. Un autre article de la revue électronique, sous la plume de Jackie Sanders, représentante spéciale du président pour la non-prolifération des armes nucléaires, expose les objectifs des

États-Unis dans la perspective de la Conférence d'examen du TNP. Beaucoup de travaux sont déjà en cours dans de nombreuses enceintes pour contrer les nouvelles menaces qui planent sur la non-prolifération nucléaire, et la Conférence d'examen offre l'occasion de souligner l'affirmation et la dynamique politiques de ces travaux. Nous devons œuvrer en étroite coopération en vue de préserver le rôle du TNP dans le rayonnement de la paix et de la sécurité internationales au cours des dizaines d'années à venir.

Tout au long du XX^e siècle, la communauté internationale a été sollicitée à maintes reprises pour déjouer les menaces fondamentales à la paix et à la sécurité. Nous sommes sortis vainqueurs de ces combats. Tout au long de ce nouveau siècle, soyons à la hauteur du défi de notre époque : celui qui consiste à prévenir la prolifération des armes de destruction massive et à contrecarrer les desseins meurtriers des terroristes. Si nous agissons de concert, je ne doute nullement que nous serons aussi, à notre tour, victorieux. Par notre collaboration constructive et notre détermination, nous pouvons assurer la sécurité de nos compatriotes et bâtir un avenir plus sûr pour nos enfants. ■

COMMENT RENFORCER LE TNP

JACKIE WOLCOTT SANDERS

Pour renforcer le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), nous devons tenir compte des réalités actuelles. Les parties au TNP doivent continuer à faire pression sur ceux qui violent le traité et redoubler d'efforts pour décourager toute inobservation future, selon Jackie Wolcott Sanders, représentante des États-Unis à la Conférence du désarmement à Genève et représentante spéciale du Président pour la non-prolifération des armes nucléaires. Mme Sanders résume, dans l'article ci-dessous, six mesures que les parties au TNP pourraient prendre pour assurer un plus grand respect des obligations de non-prolifération issues du traité.

Les pays signataires du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) se rassembleront à New York en mai 2005 à l'occasion de la Septième Conférence d'examen de ce traité signé en 1970. En tant que principal obstacle à la prolifération des armes nucléaires, le TNP a contribué de façon décisive à la paix et à la sécurité.

Il fournit une base collective de sécurité dans laquelle près de 190 pays prennent des engagements réciproques de non-prolifération pour prévenir la dissémination des armes nucléaires. Il exige l'application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour aider à empêcher le détournement vers d'autres objectifs des programmes nucléaires à but pacifique. Les garanties de l'AIEA s'appliquent à près de 900 installations réparties dans 64 pays signataires du TNP.

Le TNP permet à ses membres de développer des programmes nucléaires pacifiques, mais il exige que leurs activités dans ce domaine soient conformes aux obligations de non-prolifération du traité. Il facilite la coopération nucléaire pacifique entre les parties, qui va de la fourniture de réacteurs coûteux destinés à la production d'électricité à l'expansion de l'utilisation de la médecine nucléaire dans les pays en voie de développement.

Toutes les parties au traité sont tenues de mener des négociations de bonne foi sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires et sur un traité de désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace.

LES MENACES ACTUELLES

Durant les 35 années qui ont suivi son entrée en vigueur, le TNP a procuré des avantages considérables aux parties. Toutefois, l'inobservation des obligations du traité en matière de non-prolifération menace gravement sa viabilité. Certaines de ces violations ont débuté il y a 20 ans, mais ce n'est que dans les années qui ont suivi la Conférence d'examen de 2000 que l'étendue de cette inobservation a été mise en lumière.

Le non-respect du traité sape les avantages qu'il procure sur le plan de la sécurité. D'autres avantages, tels que les applications pacifiques de l'énergie nucléaire et les progrès du désarmement, ne seront pleinement obtenus, à long terme, que si des mesures rigoureuses sont prises pour déjouer ces menaces.

La Corée du Nord avait été citée pour la première fois en 1993 par l'AIEA pour inobservation du traité. Lorsqu'elle a été accusée de nouvelles violations, en 2002, elle a expulsé les inspecteurs internationaux et annoncé son intention de se retirer du traité.

En 2002, le monde a également obtenu de nouveaux détails sur la mise en place de longue date, par l'Iran, d'un programme secret d'acquisition d'armes nucléaires, alors même que ce pays affirmait se livrer uniquement à des activités nucléaires pacifiques. En dépit de sept résolutions de l'AIEA l'exhortant à respecter ses obligations, le gouvernement iranien continue à dissimuler ses violations, à éviter de les divulguer pleinement et à insister pour conserver les moyens qu'il a obtenus en transgressant le traité.

Sur le plan positif, la Libye a abandonné son programme d'armes nucléaires et l'Irak respecte de nouveau le TNP. Par ailleurs, la communauté internationale a récemment découvert la portée mondiale



Un accord qui a fait date. Le 24 mai 2002, le président Vladimir Poutine (à gauche) et le président George W. Bush se serrent la main après avoir échangé les documents signés qui engagent la Russie et les États-Unis à opérer des réductions sans précédent de leurs arsenaux nucléaires. (Alexander Zemlianichenko, AP Wide World Photos)

du réseau illicite de fourniture de matériel nucléaire d'A.Q. Khan.

Telle est la réalité actuelle concernant le TNP, une réalité fort différente de celle devant laquelle se sont trouvées les parties dans le passé. Les gouvernements conscients de leurs responsabilités ne sauraient permettre à des États de manquer aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre du TNP et de défier la communauté internationale. Les membres du traité doivent continuer à faire pression sur ceux qui le violent et redoubler d'efforts pour décourager toute inobservation future. Les échappatoires qui permettent à des États de produire du matériel de qualité militaire sous couvert d'un programme nucléaire civil doivent être éliminées. Le président Bush a récemment réaffirmé la détermination des États-Unis de respecter leurs obligations dans le cadre du TNP et d'œuvrer pour assurer sa continuité dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

LA NON-PROLIFÉRATION ET LE NON-RESPECT DU TNP

À la prochaine Conférence d'examen du TNP, les États-Unis chercheront à obtenir des États membres une prise

de conscience plus vaste des obligations de non-prolifération découlant des Articles I, II et III et de leurs rapports avec les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire mentionnées à l'article IV. Nous discuterons des initiatives que les parties au traité devraient prendre pour respecter ces obligations et décrirons les activités qui attireront l'attention sur l'inobservation éventuelle de ces obligations.

Les États-Unis pensent, par exemple, que les États dotés de l'arme nucléaire devraient adopter et appliquer des contrôles effectifs à l'exportation afin d'assurer le respect rigoureux de l'obligation que leur fait l'Article I de n'aider en aucune façon un État quelconque non doté de l'arme nucléaire à fabriquer de telles armes. Ils devraient cesser toute assistance nucléaire à un État non nucléaire qui manque à ses obligations de non-prolifération et chercher à mettre fin à l'utilisation de tout article nucléaire antérieurement fourni. Les États fournisseurs devraient également se réserver le droit d'exiger la restitution de ces articles ou leur élimination.

Les États non dotés d'armes nucléaires devraient adopter les lois et règlements nécessaires pour faire respecter l'engagement qu'ils ont pris, au titre de l'article II, de ne pas acquérir d'armes nucléaires et faire preuve d'une transparence suffisante pour prouver le caractère pacifique de leurs intentions. Une application effective de l'article II exige également un examen minutieux de ce qui constitue une violation. Il n'est pas logique d'attendre qu'un État non doté d'armes nucléaires ait secrètement fabriqué une arme nucléaire pour intervenir. Les faits indiquant que le but d'une activité particulière était l'acquisition d'un engin nucléaire explosif prouveraient l'inobservation du traité. Des exemples de telles activités comprennent les installations ou acquisitions clandestines, les violations délibérées des mesures de garantie de l'AIEA et un programme nucléaire qui ne pourrait être légitimement justifié par des utilisations pacifiques. Les parties au TNP doivent respecter rigoureusement leurs obligations en matière de garanties aux termes de l'Article III et coopérer pleinement et sans délai avec l'AIEA en cas d'enquête sur une éventuelle inobservation.

Des efforts sont en cours dans les instances internationales et parmi les États animés des mêmes sentiments pour convaincre l'Iran et la Corée du Nord de prendre la décision stratégique d'éliminer leurs programmes d'armes nucléaires. Toutes les parties au TNP doivent continuer à s'efforcer d'amener ces États à répondre de leurs actes.

Les États-Unis ont réagi à ces nouvelles menaces en prenant des mesures concrètes pour renforcer le TNP,

l'AIEA et le régime de non-prolifération en général. Nous incitons la Conférence d'examen à approuver notamment les mesures suivantes :

- adoption de moyens d'action, y compris l'arrêt de la coopération nucléaire, pour décourager toute inobservation future ;
- promulgation de contrôles effectifs pour assurer le respect des obligations de non-prolifération du TNP et maintenir les territoires à l'abri d'activités illicites comme celles du réseau de Khan ;
- application des dispositions de la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU (qui exige que les États adoptent et fassent respecter les mesures juridiques et la réglementation nécessaires pour prévenir la prolifération des armes de destruction massive, de leurs vecteurs et des matériels connexes) ;
- renforcement des contrôles à l'exportation des techniques d'enrichissement et de retraitement ;
- coopération visant à interdire les transferts illicites de matières et d'équipement nucléaires pleinement compatible avec les autorités juridiques nationales, le droit international et les dispositions pertinentes telles que l'Initiative de sécurité contre la prolifération ;
- acceptation universelle de l'accord général de garantie du TNP ainsi que du Protocole additionnel (qui renforce la capacité de l'AIEA d'inspecter et de surveiller les activités liées au nucléaire) et adoption de ces normes de garantie en tant que condition de la fourniture de matières nucléaires.

UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

La Conférence d'examen devrait encourager davantage la coopération entre les parties au TNP qui respectent leurs obligations pour ce qui est des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. Cette coopération est un avantage important du traité. Les États-Unis recherchent la coopération dans ce domaine avec une centaine de parties au traité, tant bilatéralement que multilatéralement, et par l'intermédiaire de l'AIEA.

Les États-Unis appliquent 22 accords qui autorisent l'exportation de réacteurs et de combustible à 40 pays signataires du traité ainsi qu'un accord distinct prévoyant une telle coopération par le truchement de l'AIEA. En 2004, nous avons consacré 20 millions de dollars au

renforcement du programme de coopération technique et d'autres projets connexes de l'AIEA. Ces activités de l'AIEA aident les pays membres, notamment grâce aux applications nucléaires dans des domaines comme la médecine, l'agriculture et la gestion de l'eau.

Les États-Unis souligneront également les liens évidents établis dans l'article IV entre les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le respect des obligations de non-prolifération du TNP, ainsi que les principes de coopération nucléaire précisés dans ledit article. Certaines parties au TNP utilisent ce traité comme façade pour obtenir de l'aide en faveur d'un programme supposé d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, alors qu'ils procèdent en fait à l'acquisition d'armes nucléaires.

Le programme nucléaire d'une partie au TNP doit se conformer au traité. L'exécution et l'application effective du traité devraient entraîner une réduction de l'accès des contrevenants à la technologie nucléaire. Les parties au TNP devraient s'efforcer de stopper l'utilisation de matériel nucléaire acquis ou produit à la suite d'une violation matérielle des obligations de non-prolifération du TNP. De tels matériels devraient être soit éliminés soit restitués à leur fournisseur d'origine.

Le libellé explicite de l'article IV ne donne aucun droit à des activités ou installations nucléaires particulières et il n'exige le transfert d'aucune technologie particulière. En fait, les fournisseurs nucléaires ne doivent approuver un transfert que s'ils sont pleinement convaincus qu'il ne contribuera pas à la prolifération. En outre, les États qui ne respectent pas le TNP n'ont nullement le droit d'affirmer que l'article IV les met à l'abri de mesures contre leur programme nucléaire.

DÉSARMEMENT

La Conférence d'examen peut renforcer les initiatives du TNP en matière de désarmement en évaluant honnêtement l'état actuel d'application du traité et en étudiant les meilleures mesures à prendre pour aller de l'avant. Les États-Unis demeurent fermement décidés à respecter leurs obligations au titre de l'article VI. Nous sommes fiers des résultats de nos efforts de réduction des forces nucléaires.

En 1991, à l'époque de la signature du Traité de réduction des armes stratégiques (START), les États-Unis et la Russie avaient chacun déployé environ 10 000 ogives nucléaires stratégiques. Les deux pays ont réduit leur niveau à 6 000 en décembre 2001. Le nombre d'ogives stratégiques nucléaires des États-Unis et de la Russie sera réduit à 1 700-2 000 d'ici 2012, comme l'ont déclaré les

présidents Bush et Poutine. Ces nouvelles réductions sont codifiées dans le Traité de Moscou de 2003. Cela représente, au total, une réduction de 80 % par rapport au début des années 1990.

L'arsenal nucléaire des États-Unis diminue parallèlement à la réduction du nombre d'armes déployées sur le plan opérationnel. En mai 2004, le président Bush a approuvé un plan qui réduira de près de moitié le stock actuel. En 2012, le stock américain atteindra son niveau le plus bas depuis plusieurs décennies.

Les États-Unis continuent d'éliminer des lanceurs et des vecteurs. Depuis 1997, nous avons éliminé 64 bombardiers lourds et 150 silos de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), converti à d'autres usages quatre sous-marins équipés de missiles balistiques et désactivé ou mis hors de service 37 de nos 50 ICBM *Peacekeepers*. Ces systèmes ne sont pas remplacés.

Les États-Unis ont procédé à des réductions encore plus spectaculaires de leurs armes nucléaires non stratégiques (NSNW). Depuis la chute du Mur de Berlin, en 1989, nous avons réduit de plus de 90 % notre stock de NSNW. En 2004, nous avons démantelé le reste des quelque 3 000 ogives nucléaires dont le président George H.W. Bush avait ordonné l'élimination en 1991.

Les États-Unis ne produisent pas de matière fissile pour les armes nucléaires et ils en ont retiré plus de 200 tonnes de leurs stocks militaires, en plaçant une partie sous garantie de l'AIEA et en transformant près de 60 tonnes en combustible pour réacteurs civils.

Lorsqu'on parle de l'importance fondamentale du respect des dispositions du TNP relatives à la non-prolifération, certains disent parfois que c'est un moyen pour les États-Unis d'éviter de discuter de l'application de l'article VI. Or les États-Unis n'ont pas cessé de mettre l'accent sur l'article VI, et la promotion de la non-prolifération ne discrédite pas le désarmement pas plus que le fait de s'attaquer aux menaces très réelles qui pèsent sur la sécurité des parties. De plus, insister sur la non-prolifération revêt une importance primordiale pour les objectifs de désarmement à long terme du TNP.

Si la plupart des gens comprennent, sur le plan intellectuel, le risque posé par les violations des clauses de non-prolifération du TNP, certains choisissent d'y réagir d'une façon qui est loin d'être productive. C'est aller à l'encontre du but recherché que de laisser entendre, comme le font certains, que le soutien des efforts déployés pour renforcer le traité contre la prolifération devrait cesser en raison des craintes relatives à l'application de l'article VI.

On a tort de mettre en opposition divers articles du

TNP. L'application de tous ces articles est indispensable si l'on veut qu'il atteigne tous ses objectifs.

Les mesures prises par les États-Unis au cours des 15 dernières années se traduisent par un excellent bilan du respect transparent de nos obligations au titre de l'article VI. Tout comme ils l'ont fait pendant tout le processus préparatoire, les États-Unis prouveront, à la Conférence d'examen, leur engagement envers l'article VI. [Note de la rédaction : pour obtenir de plus amples détails sur l'application de l'article VI, utiliser le lien suivant : <http://www.state.gov/t/ac/rls/or/42126.htm>]

UNIVERSALITÉ

La Conférence d'examen devrait renforcer l'objectif d'adhésion universelle au TNP et réaffirmer que l'Inde, Israël et le Pakistan ne peuvent se joindre au traité qu'en qualité d'États non dotés de l'arme nucléaire. Comme l'Afrique du Sud et l'Ukraine l'ont fait au début des années 1990, ces États devraient, pour se joindre au traité, renoncer aux armes nucléaires et accepter de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'AIEA. Ceci dit, nous reconnaissons que les progrès vers l'adhésion universelle sont peu probables dans un avenir prévisible. Les États-Unis continuent à soutenir les objectifs de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence d'examen et de reconduction du TNP de 1995, y compris celui qui consiste à affranchir le Moyen-Orient d'armes de destruction massive.

CONCLUSION

La Conférence d'examen du TNP de 2005 donnera à la communauté internationale la possibilité de déterminer la meilleure façon de renforcer le traité face aux dangers qui ont surgi depuis son dernier examen, il y a cinq ans. Le président Bush a préconisé la coopération à cette entreprise dans la déclaration qu'il a faite le 7 mars 2005 à l'occasion du quinzième anniversaire du TNP.

« Il est indispensable, en cette période de grande menace pour la sécurité internationale, en particulier lorsque des États hors-la-loi et des terroristes cherchent à acquérir des armes de destruction massive, que la communauté internationale s'unisse pour faire face aux dangers de prolifération nucléaire. »

Parer les dangers qui menacent le TNP et notre sécurité collective exige que nous coopérions d'urgence afin d'assurer que cet important traité demeure un instrument efficace de sécurité internationale. Les États-Unis sont résolus à faire leur part pour qu'on y parvienne. ■

L'ACTION LÉGISLATIVE CONTRE LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

RICHARD LUGAR



Les armes nucléaires, chimiques et biologiques pullulent aujourd'hui dans le monde, dit Richard Lugar, sénateur des États-Unis. Président de la commission sénatoriale des relations extérieures, il est également l'auteur de trois lois en vertu desquelles les États-Unis ont engagé des efforts, qu'ils ont amplifiés ensuite, pour aider l'ex-Union soviétique à « assurer la sécurité de ses immenses stocks d'armes nucléaires, chimiques et biologiques ainsi que de leurs vecteurs et matériels connexes et à en entreprendre le démantèlement ». Mais il faut faire plus, affirme-t-il, « afin de maîtriser la menace émanant des armes biologiques et chimiques » dans le monde entier, et de régler les nombreux dossiers en souffrance relatifs à la prolifération nucléaire, notamment les armes tactiques russes, les stocks de combustible irradié, l'absence d'accord sur le nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, et la nécessité pour les entreprises américaines et européennes de fournir des « emplois bien rémunérés du secteur privé » aux scientifiques qui, autrement, « seront tentés de trouver du travail en aidant les autres à acquérir des armes dangereuses.

Ci-dessus : le 2 février 2001, un excavateur équipé de ciseaux géants découpe le nez d'un bombardier stratégique TU-160 sur une base aérienne située à quelque 300 kilomètres de Kiev, la capitale ukrainienne. L'élimination du dernier TU-160 a été effectuée dans le cadre du Programme américano-ukrainien de réduction de la menace par la coopération. (Efrem Lukatsky, AP Wide World Photos)

Le sénateur Richard Lugar, un républicain élu pour la première fois en 1976 par l'Indiana, est le sénateur de cet État ayant accumulé le plus d'ancienneté au Sénat des États-Unis.

Lors de leur récent sommet à Bratislava, le président des États-Unis, M. George Bush, et son homologue de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, ont convenu de conclure, au plus tard en 2008, des arrangements coopératifs de sécurité sur les entrepôts d'ogives et de matériel nucléaires de la Russie. L'adoption de cette nouvelle date butoir, plus proche, est une évolution dont nous nous félicitons ; elle souligne l'importance qu'il y a à mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive (ADM).

Depuis la chute de l'Union soviétique, la prolifération de ces armes constitue le principal problème de sécurité nationale auquel se heurtent les États-Unis. Il est regrettable de constater que peu de gens ont pris conscience de cette réalité. Durant les années 1990, la menace du terrorisme nucléaire ne figurait pratiquement nulle part dans les résultats des sondages d'opinion et, à une date aussi récente que les élections présidentielles de 2000, ni l'un ni l'autre des candidats n'avait énoncé de position clairement définie sur le terrorisme nucléaire ni formulé de stratégie de non-prolifération.

Face à cette apathie généralisée, la Loi Nunn-Lugar,

que j'ai coparrainée en 1991 avec M. Sam Nunn qui était alors sénateur, a exigé une vigilance de tous les instants pour obtenir des fonds et des appuis afin d'exécuter le travail requis pour assurer la sécurité et le contrôle des matériaux nucléaires de l'ère soviétique.

Les attaques du 11 septembre 2001 et les révélations subséquentes concernant le terrorisme mondial ont changé tout cela. Durant la campagne présidentielle de 2004, le président Bush et son principal opposant, le sénateur John Kerry, ont prononcé d'importants discours sur la lutte contre la prolifération. Dans leurs débats, les deux candidats ont convenu que la plus grave menace qui pesait sur notre sécurité nationale était celle des armes de destruction massive tombées aux mains de terroristes. La Commission dite 9/11, groupe indépendant qui a analysé les attaques du 11 septembre, a noté dans son rapport que « la prévention de la prolifération [des armes de destruction massive] justifie un effort maximal » et que « le programme Nunn-Lugar (...) doit à présent être étendu, amélioré et doté de ressources ».

UNE QUATRIÈME ÉTAPE

À ces fins précises, j'ai, au début de cette année, présenté le quatrième volet de la loi Nunn-Lugar au Congrès. L'initiative originelle, dénommée Programme de réduction des menaces par la coopération, est entrée en vigueur en 1993 et a mis à disposition des fonds et des experts des États-Unis pour aider l'ex-Union soviétique à assurer la sécurité de ses immenses stocks d'armes nucléaires, chimiques et biologiques ainsi que de leurs vecteurs et matériels connexes, et à en entreprendre le démantèlement. En 1997, le sénateur Nunn et moi, avec

le sénateur Pete Domenici du Nouveau-Mexique, avons parrainé la Loi de défense contre les armes de

destruction massive, qui est venu élargir la portée de la Loi Nunn-Lugar dans l'ex-Union soviétique et a mis des connaissances expertes en matière d'ADM à la disposition des premiers intervenants dans les villes américaines.

En 2003, le président Bush a promulgué la Loi d'expansion du programme Nunn-Lugar, qui autorisait l'application de celui-ci hors de l'ex-Union soviétique. Mon nouveau projet de loi propose d'accroître la flexibilité des dispositions relatives à la mise en œuvre des projets dans le cadre du programme Nunn-Lugar hors de l'ex-Union soviétique et d'éliminer les conditions imposées par le Congrès qui se sont opposées à l'exécution de projets urgents. Nous devons éliminer les lourdeurs administratives et les frictions au sein des instances gouvernementales américaines qui nous empêchent de réagir rapidement dans le domaine de la non-prolifération.

Malgré ces accomplissements et le succès de Bratislava, il reste beaucoup à faire : les armes et les matières nucléaires, chimiques et biologiques pullulent dans le monde. Heureusement, le gouvernement Bush agit sur plusieurs fronts. Dans le domaine de la réduction concertée des menaces, la proposition de budget présentée par le Président pour l'année budgétaire 2006 demande l'allocation de 415,5 millions de dollars au titre du programme Nunn-Lugar, soit un montant qui est supérieur à celui de l'année

2005 et suffisant pour mener à bien toutes les activités programmées.

Peu après la publication de cette demande de crédits, en février 2005, le président Bush et le président Poutine

DES RÉSULTATS IMPRESSIONNANTS

Malgré les obstacles, le programme Nunn-Lugar a produit des résultats impressionnants. Il a permis de désactiver ou de détruire à ce jour :

- 6 564 ogives nucléaires ;
- 568 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) ;
- 477 silos d'ICBM ;
- 17 lanceurs mobiles d'ICBM ;
- 142 bombardiers ;
- 761 missiles nucléaires sol-air ;
- 420 lanceurs de missiles sous-marins ;
- 543 missiles lancés par des sous-marins ;
- 28 sous-marins nucléaires ; et
- 194 tunnels d'essais nucléaires.

En outre :

- 260 tonnes de matière fissile ont fait l'objet de mesures complètes ou rapides d'amélioration de la sécurité ;
- la sécurité d'une soixantaine d'entrepôts d'ogives nucléaires a été renforcée ;
- 208 tonnes d'uranium fortement enrichi ont été mélangées pour les transformer en uranium faiblement enrichi ;
- les Centres internationaux pour la science et la technologie de la Russie et de l'Ukraine, dont les États-Unis sont le principal parrain, ont affecté 58 000 anciens chercheurs du secteur de l'armement à des travaux pacifiques ;
- le Programme international de prévention de la prolifération a financé 750 projets auxquels ont participé 14 000 anciens chercheurs en armement et a créé 580 emplois pacifiques de haute technicité ; et
- l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan sont aujourd'hui exempts d'armes nucléaires grâce aux efforts déployés dans le cadre du programme Nunn-Lugar.



Le 28 octobre 1995, dans un champ de maïs près de Holden (Missouri), le ministre américain de la défense, M. William Perry, (à gauche), et son homologue russe, M. Pavel Grachev, observent la montée d'un nuage de fumée alors qu'ils viennent d'appuyer sur le bouton qui a déclenché l'implosion qui a détruit un silo souterrain de missile Minuteman II. Cet événement a symbolisé la fin de la guerre froide. (Cliff Schiappa, AP Wide World Photos)



Le 29 juillet 2002, une explosion de 100 tonnes de TNT bouche le dernier tunnel de l'ère soviétique faisant partie des installations d'essais nucléaires de Semipalatinsk (Kazakhstan). Au premier plan, les drapeaux kazakh et américain flottent au-dessus d'une tour de communication par satellite. Cette explosion a marqué la fin de l'ère nucléaire au Kazakhstan. (Michael Rothbart, AP Wide World Photo)

ont annoncé l'adoption de mesures importantes d'amplification des efforts coopératifs déployés pour accroître la sécurité des arsenaux nucléaires de la Russie et les protéger des terroristes. Ces progrès ne font que confirmer la nécessité d'un élargissement du programme Nunn-Lugar et de l'élimination des conditions et des certifications imposées par le Congrès qui freinent constamment l'exécution des activités du programme.

SAISIR LES CHANCES QUI S'OFFRENT À NOUS

L'attention internationale récemment accordée aux programmes nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran nous offre une occasion d'intensifier la lutte contre les menaces provenant des armes biologiques et chimiques et de réaliser des avancées substantielles dans les domaines suivants de la prolifération nucléaire :

- Appliquer le programme Nunn-Lugar aux armes nucléaires tactiques de courte portée de la Russie. Malgré tout le succès que nous avons remporté en matière de désactivation des missiles et des ogives nucléaires stratégiques, Moscou s'est refusé jusqu'à présent à examiner la situation des armes tactiques, qui peuvent présenter des dangers encore plus grands.
- Assurer le contrôle des matières nucléaires dans le monde entier. La présence de grandes quantités de matière nucléaire pouvant être utilisées à des fins militaires hors de l'ex-Union soviétique constitue une menace pour la sécurité internationale. Nous devrions accélérer l'exécution des programmes internationaux actuels visant à éliminer les stocks de combustible nucléaire irradié et à convertir les réacteurs de recherche à l'uranium faiblement enrichi.
- Parvenir à des accords nucléaires avec l'Inde et le Pakistan. Les États-Unis devraient déployer des efforts soutenus pour favoriser l'adoption de mesures propres à inspirer la confiance et appuyer les mesures encourageantes déjà prises par ces deux adversaires dotés de l'arme nucléaire, tout en veillant à ce que les obligations découlant du Traité de non-prolifération nucléaire soient respectées.
- Éliminer les lourdeurs et obstacles administratifs américains et russes qui entravent la mise en place concertée de mesures assurant la sécurité des sites vulnérables d'entreposage de matières fissiles et d'ogives nucléaires. Si les deux parties veulent se conformer aux

engagements pris à Bratislava, la Russie devra cesser d'interdire l'accès aux sites et de refuser d'accorder des exemptions d'impôt aux contributions en provenance des pays participants, et elle devra conclure des accords pour protéger les partenaires du G-8 de poursuites en responsabilité.

- Amener davantage d'entreprises américaines et européennes à embaucher des chercheurs en armement. Les dizaines de milliers de chercheurs que nous avons engagés occupent principalement des emplois parrainés ou subventionnés par le secteur public. Nous devons opérer des transferts d'un nombre beaucoup plus élevé de ces hommes et de ces femmes vers des emplois durables dans le secteur privé afin qu'ils ne soient pas tentés par des activités qui aideraient d'autres parties à se procurer des armes dangereuses.

- Obtenir la ratification par la Russie de l'accord-cadre Nunn-Lugar. Cet accord, qui sous-tend tous les efforts de réduction de la menace déployés par les États-Unis dans l'ex-Union soviétique, doit être officiellement élargi, mais le président Poutine s'est refusé jusqu'ici à mettre la question au vote de la Douma. Sans sa garantie, qui exempte d'imposition par le fisc russe les contributions effectuées pour l'élimination des armements et qui protège les entrepreneurs américains de poursuites en responsabilité liées à la conduite de ces activités périlleuses, les travaux pourraient être interrompus.

- Finaliser un accord sur le traitement du plutonium. Lors du sommet de Bratislava, les questions de responsabilité ont continué de faire obstacle à la destruction de 34 tonnes de plutonium russe, malgré de nouveaux efforts des États-Unis visant à résoudre le problème.

- Accélérer le rythme des activités entreprises dans le cadre du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes établi par le G-8 en 2002. Les États-Unis honorent leur engagement de fournir 10 milliards de dollars sur 10 ans pour le « nettoyage » des armements, mais les autres membres partenaires de cette communauté des grandes démocraties industrielles s'efforcent encore de tenir leurs promesses de contributions correspondantes. Chose plus importante, nous devons nous attacher à passer des promesses aux projets.

Nous ne pouvons pas nous contenter de considérer ces menaces indéfiniment. Nos dirigeants politiques et nos experts en matière de non-prolifération doivent assurer dès maintenant le suivi du récent sommet et œuvrer avec les autorités russes pour déverrouiller les dernières portes et résoudre les ultimes difficultés qui s'opposent au démantèlement de leur programme d'armement nucléaire. J'espère que, de son côté, le Congrès s'acquittera de sa tâche en adoptant le nouveau projet de loi Nunn-Lugar pour éliminer les obstacles potentiels aux calendriers de Bratislava. En outre, nous devrions parcourir le globe pour repérer et exploiter les possibilités de démantèlement de programmes dangereux hors de l'ex-Union soviétique. Ce n'est que par des efforts quotidiens et constants visant à trouver et à éliminer les armes de destruction massive que nous pourrions nous acquitter de nos obligations de protéger le peuple américain et, en vérité, tous les peuples du monde. ■

LE TERRORISME NUCLÉAIRE

Des armes à vendre ou à voler ?

GAVIN CAMERON

Le vol d'une arme nucléaire tactique, ou l'achat de matériel nucléaire de qualité militaire, par des terroristes, est un scénario catastrophe qui pourrait bien se concrétiser au XXI^e siècle. Tel est l'avis de M. Gavin Cameron, professeur adjoint de sciences politiques à l'université de Calgary (Canada) et auteur d'un ouvrage intitulé « Nuclear Terrorism: A Threat Assessment for the 21st Century » (2001) ainsi que de nombreux articles sur les menaces que pose le recours à des armes de destruction massive par des terroristes. Dans l'article ci-après, M. Cameron envisage quatre scénarios : le vol d'une arme nucléaire intacte ; le vol ou l'achat de matière fissile de qualité militaire ; l'attaque d'un site nucléaire afin de provoquer un incident de contamination ; et la fabrication d'une « bombe sale », autrement dit d'une bombe enrobée de matière radioactive.

Si le terrorisme nucléaire suscite bien des spéculations et des inquiétudes depuis le milieu des années 1970, c'est la fin de la guerre froide qui a fait naître des craintes supplémentaires au sujet de l'acquisition d'armes de destruction massive par des acteurs autres que des États. À une certaine époque, les experts arguaient que les terroristes n'essaieraient pas de maximiser le nombre de victimes, le recours à la violence devant servir plutôt à forcer la main aux gouvernements pour obtenir des concessions de leur part. Ainsi M. Brian Jenkins, grand spécialiste du terrorisme au groupe de réflexion RAND, fit-il l'observation suivante, dans les années 1970, au sujet des objectifs des terroristes : « Les terroristes veulent beaucoup de spectateurs, et non beaucoup de morts. »

Les événements du 11 septembre ont changé la donne, et rares sont les experts qui s'opposeraient aujourd'hui à l'idée que certains terroristes au moins cherchent à infliger des pertes massives. Dans ce contexte, le terrorisme nucléaire représente non seulement une tentative d'intimidation et de coercition, mais aussi une menace dangereuse pour les États et les populations du monde entier.

Le terrorisme nucléaire revêt quatre formes :

- le vol et l'utilisation d'un dispositif nucléaire intact ;
- le vol ou l'acquisition de matière fissile pouvant servir à fabriquer une arme nucléaire ;
- des attaques contre des réacteurs ou d'autres installations nucléaires dans le but de provoquer la contamination radiologique des zones environnantes ;
- et la fabrication d'un dispositif de dispersion radiologique.

De ces quatre scénarios, le dernier – celui de la fabrication d'une « bombe sale » – est le plus facile à concrétiser, et donc le plus susceptible de se produire, mais c'est le vol d'un dispositif nucléaire intact ou de matière fissile utilisable en vue de la fabrication d'un dispositif nucléaire qui présente les risques les plus mortels.

LE VOL D'UN DISPOSITIF NUCLÉAIRE INTACT

À l'échelle mondiale, on compte environ 30 000 armes nucléaires. Le risque de vol par des terroristes, ou par des criminels prêts à composer avec des organisations terroristes, est réel en ce qui concerne plusieurs centaines de ces armes. Les intentions de certains de ces groupes ne font aucun doute : Aum Shinrikyo et Al-Qaida ont activement cherché à acheter une arme nucléaire.



Le 20 mars 1995, des sauveteurs et des urgentistes s'occupent des passagers du métro de Tokyo victimes de l'attaque au gaz sarin. Aum Shinrikyo, le groupe terroriste auteur de cet attentat qui a fait douze morts et des milliers de blessés, a cherché à acquérir de la matière nucléaire de qualité militaire. (Chikumo Chiaki, AP Wide World Photos)

Il semble improbable qu'un État fournirait délibérément une arme nucléaire à un groupe terroriste. La peur des représailles de la part de l'État qui aurait été attaqué et de la communauté internationale, la perte potentielle d'un moyen de contrôle du groupe terroriste détenteur d'une arme nucléaire et l'hésitation à se défaire d'une arme nucléaire au profit d'un tiers, compte tenu de la difficulté qu'il y a d'en avoir pour soi, sont autant de facteurs qui plaident contre un appui de cette nature par les États. Pour autant, l'annonce faite par la Corée du Nord en février 2005 qu'elle possédait des armes nucléaires et qu'elle comptait en fabriquer d'autres éveille d'un jour particulier les inquiétudes dans ce domaine, étant donné que ce pays a déjà vendu la technologie des missiles à d'autres États. Ce qui est plus probable que l'appui d'un État, c'est la possibilité que des membres de l'élite militaire ou scientifique de certains pays se montrent disposés, pour des raisons idéologiques ou financières, à fournir à des organisations terroristes des armes ou du matériel nucléaires et une expertise dans ce domaine.

Ce sont les États-Unis et la Russie qui possèdent les plus vastes arsenaux nucléaires du monde. En Russie, beaucoup d'armes nucléaires sont suffisamment protégées pour que l'on puisse écarter le risque de vol, mais ce n'est pas le cas pour toutes. Quantité de dispositifs nucléaires tactiques datant de l'ère soviétique sont particulièrement vulnérables, et ces armes, parce qu'elles sont relativement peu encombrantes, feraient bien l'affaire des terroristes.

LE VOL DE MATIÈRE FISSILE POUVANT SERVIR À FABRIQUER UN ENGIN NUCLÉAIRE

L'obtention de matière fissile constitue le deuxième moyen, et le plus probable, par lequel des terroristes pourraient mettre la main sur un dispositif nucléaire. C'est l'acquisition de cette matière qui représente le plus gros obstacle à la possession d'une telle arme. Les dispositifs nucléaires de qualité militaire pourraient être au-dessus des moyens de la plupart des organisations terroristes. Conséquence directe de la guerre contre le terrorisme livrée

sous l'impulsion des États-Unis, rares sont les États qui oseraient s'aventurer à octroyer à des organisations terroristes le temps, l'espace, les ressources et l'expertise nécessaires à la fabrication d'un tel dispositif. Dans ces circonstances, le scénario le plus probable concerne la construction d'un dispositif nucléaire improvisé. Ce dernier serait moins perfectionné qu'une arme de qualité militaire, mais il pourrait quand même infliger des pertes massives. En outre, les connaissances nécessaires à la fabrication d'un tel dispositif appartiennent au domaine public. Dans un tel scénario, on part du principe que le dispositif le plus probable est l'arme nucléaire type canon, à base d'uranium (U-235), arme moins complexe que les dispositifs à implosion réalisés à partir de plutonium (Pu-239). Ceci dit, le dispositif de type canon nécessite une grande quantité (de l'ordre d'une cinquantaine de kilogrammes) d'uranium hautement enrichi (UHE). En l'absence de l'appui d'un État, même l'organisation terroriste la plus perfectionnée n'aurait probablement pas les moyens d'enrichir des matières nucléaires en quantité suffisante pour la fabrication d'une arme à échelle réelle. Par conséquent, le plus gros risque est celui de l'acquisition (par achat ou par vol) de matière fissile produite par un État.

Comme dans le cas des dispositifs nucléaires intacts, les substances nucléaires ont été la cible de la convoitise de plusieurs groupes, à commencer par Al-Qaida et Aum Shinrikyo. Dans les années 1990, ces deux organisations ont tenté d'acquérir des matières de qualité militaire auprès des anciennes républiques de l'Union soviétique, et Aum Shinrikyo a même essayé, sans succès, d'enrichir de l'uranium naturel. Malgré les difficultés rencontrées par ces deux groupes au niveau de l'acquisition de substances nucléaires, le risque que des terroristes puissent avoir accès à ces matières demeure considérable.

La quantité de matière nucléaire qui est éparpillée un peu partout au monde dans le secteur militaire et civil est énorme. De l'avis de Graham Allison, de l'université Harvard, il y a suffisamment de plutonium et d'uranium hautement enrichi pour produire 240 000 armes nucléaires. Il va de soi que les pratiques de sécurité ne sont pas uniformes. Dans un grand nombre de pays, cette matière est adéquatement protégée, contrôlée et comptabilisée, mais ailleurs les mesures de sécurité sont beaucoup moins rigoureuses.

On comprend, dès lors, les cas de détournement, de vol ou de contrebande de matière nucléaire qui sont signalés régulièrement dans certaines installations. À cet égard, les États nouvellement indépendants issus de l'ancienne Union soviétique posent un problème particulier, en

grande partie à cause de la quantité de matière qu'ils détiennent ; ceci dit, des incidents de même nature ont été signalés dans d'autres pays. À ce jour, la majorité de ces cas ont porté sur de petites quantités de matière utilisable à des fins militaires ou de grandes quantités de matière nucléaire de qualité non militaire. Pour autant, le risque demeure. En outre, comme les règles de comptabilisation ne sont pas universellement élevées dans tous les États, rien ne permet d'affirmer que les autorités sauraient dans tous les cas si de la matière de qualité militaire avait été subtilisée en quantité suffisante pour construire un dispositif nucléaire.

DES ATTAQUES CONTRE DES RÉACTEURS OU D'AUTRES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Les réacteurs et les autres éléments du cycle de fabrication du combustible nucléaire (telles que les installations d'enrichissement, de stockage ou de retraitement de combustible irradié) sont vulnérables à des attaques terroristes, lesquelles pourraient provoquer une contamination radiologique importante dans le voisinage de ces lieux. D'un point de vue théorique, on peut envisager non seulement des attaques suicidaires par avion et des attentats à la camionnette piégée qui auraient pour effet de provoquer la dispersion de matières nucléaires contenues dans ces installations, mais aussi la possibilité qu'un groupe ayant connaissance de l'aménagement des locaux crée une fuite en portant atteinte à la sécurité des systèmes de refroidissement et de confinement, par exemple. Les centrales nucléaires font régulièrement l'objet de menaces de la part de groupes terroristes aux motivations diverses. Traditionnellement, les mouvements anti-nucléaires sont les plus représentatifs de cette tendance, encore que des groupes ayant des revendications politiques, tels que les séparatistes basques de l'ETA, se sont eux aussi pris à ces installations. L'ETA en a ciblé avant que celles-ci ne deviennent opérationnelles, et il n'est guère probable que les groupes anti-nucléaires ou écologistes provoquent précisément le type d'accident qu'ils craignent le plus. En revanche, les menaces que profèrent régulièrement les séparatistes tchéchènes contre les installations russes ont de quoi inquiéter davantage. Les planificateurs des attentats du 11 septembre avaient eux aussi envisagé de prendre une installation nucléaire aux États-Unis pour cible, avant d'en écarter l'idée.

LES DISPOSITIFS DE DISPERSION RADIOLOGIQUE LES « BOMBES SALES »

Même la matière nucléaire de faible puissance présente de l'intérêt pour qui veut fabriquer une « bombe sale ». Les substances qui entrent dans cette catégorie sont faciles d'accès dans toute une gamme d'applications, que ce soit dans le secteur civil ou militaire (le césium-137, par exemple, est d'usage courant dans le service de radiologie des hôpitaux). Ces matières radioactives sont présentes dans tous les pays et, au vu de leur utilisation courante, elles sont nettement moins protégées que le matériel utilisable à des fins militaires ; en d'autres termes, elles sont davantage susceptibles d'être exploitées par des groupes terroristes. Dès lors, le dispositif de dispersion radiologique constitue le type d'arme nucléaire le plus facile d'accès pour les terroristes puisqu'il suffit à ces derniers d'associer une substance radioactive à un explosif classique. L'attentat le plus notable perpétré selon ce mode opératoire s'est produit en 1995, quand des séparatistes tchétchènes ont déposé une capsule de césium dans un parc de Moscou pour montrer ce dont ils étaient capables.

QUE FAIRE ?

Tous les États doivent avoir pour priorité de comptabiliser et de protéger les armes nucléaires et les matières nucléaires de qualité militaire. Une autre priorité fondamentale consiste à renforcer la protection des installations nucléaires, et notamment des réacteurs, contre des attaques et de garder en lieu sûr les substances nucléaires de faible puissance. Certes, il y a lieu d'appuyer activement le Plan d'action de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) relatif à la sûreté des sources de rayonnement et à la sécurité des matières radioactives ; mais au-delà des questions de comptabilisation, il y a une limite à la capacité des États de protéger à cent pour cent toutes les substances radioactives se trouvant sur leur territoire. L'octroi d'une assistance qui leur permettrait de renforcer la protection des réacteurs et des autres installations contre un attentat pourrait contribuer à réduire le risque d'événements catastrophiques, mais cette formule ne saurait être qu'une solution partielle.

Les États doivent s'efforcer avant tout d'empêcher les terroristes d'avoir accès et recours à un dispositif nucléaire à cause des effets dévastateurs qu'aurait une explosion. La protection, le contrôle et la comptabilisation efficaces non seulement de toutes les armes nucléaires, mais aussi de toutes les matières nucléaires de qualité militaire, revêtent un caractère essentiel. De toute évidence, il s'agit là d'une

vaste entreprise sur le plan tant financier que logistique. La sécurisation des arsenaux internationaux de matière fissile constitue une priorité pour de nombreux États, et c'est une démarche qu'il convient de poursuivre et d'élargir. Non seulement celle-ci comporte des coûts ponctuels liés à la sécurisation de ces matières, mais elle suppose aussi un engagement constant face à la nécessité de garantir la sécurité des installations de stockage et, dans toute la mesure du possible, d'empêcher que des matières et des armes nucléaires ne tombent entre les mains de terroristes ou d'individus qui seraient prêts à leur en fournir.

Enfin, il est essentiel de limiter la multiplication des nouvelles armes et des nouvelles matières. Une telle action s'inscrit dans la logique du régime de non-prolifération et elle implique nécessairement l'appui des objectifs du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ainsi que le soutien des travaux de l'AIEA : il faut donc plaider pour le désarmement, la destruction des arsenaux existants et l'adhésion universelle au TNP. À mon sens, il est en outre indispensable de promouvoir activement le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Traité d'interdiction de la production de matières fissiles.

Le prix de l'inaction dans ce domaine serait trop lourd à payer. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis

LA LIBYE RENONCE AUX ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

PAULA DESUTTER



La décision de la Libye de renoncer à ses programmes d'armes de destruction massive est un exemple insigne de succès remporté au début du nouveau millénaire en matière de non-prolifération, note Paula DeSutter, secrétaire d'État adjointe pour la vérification et le respect du régime de non-prolifération. L'un des aspects le plus notable de ce revirement stratégique de la Libye est peut-être, signale Mme DeSutter, la conversion de son usine d'armes chimiques de Rabta en une usine pharmaceutique.

Paula DeSutter a été nommée secrétaire d'État adjointe en août 2002. Elle avait auparavant occupé une série de postes importants au sein de l'ancienne Agence de maîtrise des armements et du désarmement, puis en tant que membre du personnel technique de la commission spéciale du Sénat des États-Unis sur le renseignement. Elle est l'auteur d'un ouvrage intitulé Denial and Jeopardy: «Deterring Iranian Use of NBC Weapons».

Ci-dessus : Jon Kreykes, chef du groupe d'étude sur la sécurité nationale et les techniques de pointe du Oak Ridge National Laboratory (Tennessee) montre un élément de centrifugeuse en provenance de Libye au président Bush. Ce dernier a visité ce laboratoire le 12 juillet 2004 afin d'examiner des éléments d'armes livrés par la Libye. (Susan Walsh, AP Wide World Photos)

L'annonce faite publiquement par la Libye, le 19 décembre 2003, de sa décision de mettre fin à ses programmes d'armes de destruction massive (ADM) et de missiles de longue portée a été accueillie par beaucoup de monde avec un grand étonnement. Toutefois, à mesure que les détails se sont fait jour, il est apparu clairement que cette décision historique était le résultat de pressions exercées depuis longtemps par la communauté internationale et les États-Unis, notamment sous forme de sanctions et de restrictions des déplacements, alliées à l'aptitude avérée des États-Unis et du Royaume-Uni à recueillir des renseignements détaillés sur les programmes d'ADM et de missiles libyens.

En mars 2003, tandis que les États-Unis et leurs alliés manifestaient leur volonté de réduire les menaces posées par les ADM de par le monde, la Libye avait montré un certain intérêt pour l'examen de la problématique des ADM et des débats discrets s'étaient engagés avec des officiels britanniques et américains. En octobre 2003, les États-Unis et leurs alliés avaient intercepté une cargaison illicite de matériel nucléaire en route pour la Libye.



Parmi le matériel nucléaire dont la Libye a autorisé la saisie par les États-Unis se trouvaient des centrifugeuses achetées au Pakistan. (Administration nationale de la sécurité nucléaire)

DES ATTENTES AMÉRICAINES SANS AMBIGUÏTÉ

Les États-Unis expriment depuis plusieurs années les préoccupations que leur inspirent les programmes d'ADM libyens. Ils ont critiqué le programme d'armes chimiques de la Libye dans les années 1980 et, dès 1993 sinon avant, ont fait savoir publiquement que la Libye souhaitait se doter d'armes nucléaires et « essayait peut-être d'établir les bases qui lui permettraient d'entreprendre des activités plus sérieuses de production de telles armes ». En 2003, après la défaite du gouvernement de Saddam Hussein par les forces de la coalition, les États-Unis ont continué de lancer leurs avertissements au sujet de la Libye. C'est ainsi que le sous-secrétaire d'État chargé de la maîtrise des armements et de la sécurité internationale, M. John Bolton, déclarait dans sa déposition à la commission des relations internationales de la Chambre des représentants le 4 juin 2003 : « Nous nous préoccupons depuis longtemps des efforts déployés par la Libye en vue de se doter d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que de missiles balistiques ».

Dans cette même déposition, M. Bolton offrait une issue possible en notant : « La Libye doit comprendre que l'amélioration de ses relations avec les États-Unis passe par le renoncement à ses programmes d'ADM et de missiles ». Dans le courant de l'année 2003, les États-Unis et le Royaume-Uni ont effectivement proposé à la Libye de s'orienter dans cette direction. Le 19 décembre 2003, le

président Bush a énoncé clairement la politique américaine dans ce domaine : « (...) les dirigeants qui renoncent à la course aux armes chimiques, biologiques et nucléaires et à leurs vecteurs trouveront une porte ouverte à l'établissement de meilleures relations avec les États-Unis et les autres nations du monde libre ». L'annonce historique faite plus tôt le même jour par la Libye indiquait sans équivoque que telle était la voie sur laquelle ce pays avait choisi de s'engager.

Parmi les raisons qui ont motivé la décision historique de la Libye figurait la réalisation du fait que la recherche d'ADM et le soutien au terrorisme étaient porteurs non pas de sécurité mais d'insécurité. Comme l'a déclaré lui-même le colonel Muammar Kadhafi dans une interview accordée aux médias en février 2004, la Libye a choisi de déclarer son programme d'ADM aux États-Unis et au Royaume-Uni et de demander leur aide pour le démanteler car il y allait de son propre intérêt et de sa propre sécurité.

BONNE FOI ET ÉLIMINATION DES ADM

Il n'y avait guère de précédents historiques de l'élimination volontaire par un pays de tous ses programmes d'ADM et de missiles de longue portée, mais l'engagement stratégique sans équivoque de la Libye de s'acquitter de sa promesse de décembre 2003 a assuré le succès de ce processus et le pays a démontré sa sincérité par ses actes. La Libye a invité des experts américains et britanniques à visiter toute une gamme de sites et les a laissé interroger des membres clés de son personnel. Elle a démantelé son programme d'armes nucléaires, rendu les plans d'une bombe qu'elle s'était procurés illégalement avec la complicité du scientifique nucléaire pakistanais A.Q. Khan et a autorisé le prompt enlèvement de ses missiles les plus évolués, les SCUD-C. La Libye a adhéré à la Convention sur les armes chimiques, détruit, sous contrôle international, des milliers de munitions chimiques non remplies et entrepris la destruction de son arsenal d'armes chimiques en vertu des dispositions de la Convention. Elle s'est également engagée à procéder à l'élimination progressive de ses autres missiles de longue portée, les SCUD-B.

La coopération de la part des Libyens a été extrêmement bonne. Les responsables officiels ont répondu aux questions avec franchise et ont fourni volontairement des renseignements qui ont offert des perspectives particulièrement utiles sur le réseau mondial de la prolifération. Au cours de ce projet d'élimination mené conjointement par la Libye, les États-Unis et le



Le 26 janvier 2004, des caméramans filment la salle de contrôle du réacteur nucléaire de Tajura, à l'est de Tripoli (Libye). Des parlementaires et des journalistes américains ont visité le site de ce réacteur de 10 mégawatts où des scientifiques libyens faisaient des recherches depuis 1983. (John Moore, AP Wide World Photos)

Royaume-Uni, les Libyens ont fait preuve de leur bonne foi et de leur volonté d'honorer leurs engagements de décembre 2003. Par l'élimination vérifiable des programmes illicites d'ADM et de missiles de longue portée, ils sont devenus un modèle de la réintégration au sein de la communauté internationale d'un État qui en avait été isolé. La volonté stratégique sans équivoque de la Libye de s'orienter dans cette nouvelle direction illustre également l'importance primordiale de la coopération patente et d'une bonne foi manifeste sur le plan de la vérification du respect des promesses.

LA LIBYE RECUEILLE LES FRUITS D'UNE DÉCISION JUDICIEUSE

Il est également important de reconnaître que la décision de la Libye n'est pas une solution de facilité et que la transparence actuellement manifestée par ce pays a exigé de sa part de la sagesse, de la discipline et un engagement sincère. La Libye avait jusque là considéré que ses programmes d'ADM et de missiles étaient des composantes essentielles de sa stratégie de sécurité nationale et elle avait, pendant des années, investi des fonds considérables dans l'exécution de ces programmes. Il n'a selon toute vraisemblance pas été facile pour la Libye de décider de s'orienter vers d'autres directions pour assurer sa sécurité. De même, il n'a sans doute pas été facile pour elle d'ouvrir les portes de certaines de ses installations les plus sensibles à des experts étrangers. Mais la Libye a fait tout cela et sa sécurité s'en trouve aujourd'hui renforcée.

Les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont pas fait de promesses spécifiques ni offert d'avantages particuliers à la Libye. Nous lui avons seulement promis que sa bonne foi, si elle était vérifiée, serait accueillie par la même bonne foi de notre part et que le renoncement aux ADM ouvrirait la voie à l'amélioration des relations du pays avec le reste du monde. En fait, nous offrons là à la Libye l'encouragement le plus attrayant dont nous disposions, à savoir la possibilité de recueillir les avantages qui découlent naturellement d'une appartenance plus entière à la communauté des nations.

Les avantages de l'amélioration de ses relations avec les États-Unis et le Royaume-Uni se sont avérés substantiels, nombreux et tangibles pour la Libye. Les États-Unis, par exemple, ont cessé d'appliquer certaines de leurs sanctions les plus importantes à son égard, notamment les restrictions relatives aux déplacements et au commerce des hydrocarbures et d'autres biens importants. Déjà, des contrats d'une valeur de centaines de millions de dollars ont été conclus avec des entreprises privées américaines. Sur le front diplomatique, les États-Unis ont ouvert un bureau de liaison à Tripoli et la Libye a établi des bureaux à Washington. La Libye prend maintenant part à des réunions internationales telles que celles de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'aux réunions en rapport avec le Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. Elle y participe à présent non pas en tant que nation traitée en paria, mais en tant qu'authentique partenaire œuvrant à la réalisation des objectifs louables de ces organisations.

UNE USINE CHIMIQUE SERVIRA À LUTTER CONTRE LE VIH/SIDA ET LE PALUDISME

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont dépêché des médecins et des experts en matière de biosûreté et de biosécurité pour aider les Libyens dans leurs efforts de modernisation et de conversion de leurs activités dans les secteurs de la recherche scientifique et de la santé. En outre, nous continuons d'aider à réorienter les efforts des scientifiques libyens qui travaillaient au développement d'ADM vers des activités plus productives, avec le plein appui de la communauté internationale. Avec l'aide italienne, et grâce à un effort diplomatique international mené par les États-Unis pour appliquer un changement technique à l'annexe de la Convention sur les armes chimiques relative à la vérification, les Libyens procèdent à la conversion de l'usine d'armes chimiques de Rabta, de triste réputation, pour en faire une usine pharmaceutique

qui produira des médicaments contre le paludisme et le VIH/sida à destination de l'Afrique subsaharienne.

Le gouvernement des États-Unis a fait usage de tous les instruments dont il dispose pour introduire des modifications radicales dans les calculs coûts-avantages des États « voyous » et des États sources de prolifération de par le monde. Nous avons pénalisé ces derniers au moyen de vigoureuses sanctions ; nous avons coordonné nos actions avec celles de pays amis de manière à renforcer nos aptitudes collectives à interdire les expéditions de produits liés aux ADM ; et nous nous sommes montrés parfaitement disposés à prendre des mesures des plus vigoureuses, y inclus la déposition d'un cruel dictateur en Irak qui avait précédemment fait usage de telles armes contre son propre peuple et qui n'aurait pas hésité à le refaire s'il en avait eu la capacité. Cette nouvelle donne n'a pas échappé au colonel Kadhafi qui, expliquant sa décision soudaine de renoncer à ses programmes d'ADM, a déclaré en février 2004 : « Il y a de nouvelles réalités et nous nous adaptons aux nouvelles réalités ». Les États-Unis et la communauté internationale ont accueilli cette décision avec satisfaction, et le peuple libyen bénéficie aujourd'hui de la sagesse du choix de son dirigeant.

L'engagement stratégique de la Libye constitue un modèle à imiter et une route à suivre pour les États hors-la-loi isolés, comme il se doit, de la communauté internationale en raison de leurs activités dans le domaine des ADM. La voie indiquée par le modèle libyen pour mettre fin à l'isolement passe par un authentique engagement en faveur de l'élimination, assortie de vérifications, de ces armes dangereuses. ■

APRÈS L'IRAN

Pour le maintien d'une énergie nucléaire pacifique

HENRY SOKOLSKI



La meilleure chance qu'ont les nations qui cherchent à prévenir la prolifération des armements nucléaires de parvenir à leurs fins consiste à appliquer le principe de base énoncé à l'article IV du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), déclare Henry Sokolski. L'article IV énonce le principe de la lutte « contre la propagation inutile d'activités et de matières nucléaires qui ne peuvent pas faire l'objet de garanties », écrit M. Sokolski dans la présente analyse. Au sujet de l'Iran, tout particulièrement, il note que « l'exploitation par Téhéran d'une usine d'enrichissement (...) ne doit être considérée ni comme pacifique ni comme protégée en vertu de l'article IV du TNP ».

Henry Sokolski est directeur exécutif du Nonproliferation Policy Education Center, organisation éducative sans but lucratif ayant son siège à Washington, et éditeur, avec Patrick Clawson, de « Getting Ready for a Nuclear-ready Iran » [Préparatifs face à un Iran doté de capacités nucléaires] (Ecole de guerre de l'armée de terre des États-Unis, Printemps 2005).

Ci-dessus : un missile Shahab3 fait partie d'une revue militaire organisée à Téhéran le 21 septembre 2000. Le Shahab3 est capable de transporter une ogive nucléaire dans un rayon de 1 300 kilomètres. (Vahid Salemi, AP Wide World Photos)

La revendication par l'Iran du droit « pacifique » de se procurer tout ce dont il a besoin pour se rapprocher de la mise au point d'une bombe devrait nous faire songer précisément à ce que le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) vise à éviter. Comme l'a expliqué en 1959 le diplomate qui a été le premier à proposer le traité, le ministre irlandais des affaires étrangères Fred Aiken, un monde où tous les États seraient dotés d'armes nucléaires ressemblerait à une ville peuplée de gens armés et braquant leurs armes les uns sur les autres. À un moment ou un autre, les soupçons réciproques et l'avantage que l'on a à tirer le premier déboucheraient fatalement sur un carnage.

C'est cette situation que le TNP était censé prévenir. En 1965, l'Assemblée générale des Nations unies a considéré dans l'une de ses résolutions que le futur traité devait « être exempt d'échappatoires qui pourraient permettre à des puissances, nucléaires ou non, de faire proliférer, directement ou indirectement, des armes nucléaires sous quelque forme que ce soit ». En conséquence, les négociateurs ont rejeté des propositions du Mexique et de l'Espagne visant à faire du partage de « toute la technologie des réacteurs et des combustibles », y compris les moyens de produire des matériaux de qualité militaire, « un devoir » en vertu du TNP pour les États possédant de telles armes.

Les négociateurs du traité ont compris que si les nations devaient être libres de développer des applications « pacifiques » dans le domaine de l'énergie nucléaire conformément aux dispositions du traité, ces activités devaient satisfaire à une série de critères. Premièrement, il fallait s'assurer que l'activité pouvait être garantie, comme l'exige le TNP, afin d'éviter qu'elle ne soit détournée vers la fabrication d'armes nucléaires. Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisme chargé de veiller à l'application du TNP, pouvait-elle surveiller les activités en question d'une manière fiable qui permettrait de détecter une perte ou un vol d'une quantité suffisante de matière nucléaire pour confectionner une bombe avant que cette matière ne soit effectivement transformée en explosif ?

La satisfaction de ce critère de détection, adopté par l'AIEA pour définir ses procédures de garantie, est toujours impossible pour les installations nucléaires qui traitent ou qui peuvent produire rapidement de grandes quantités de combustible nucléaire utilisable à des fins militaires. Ces installations comprennent les usines de séparation du plutonium, les usines d'enrichissement de l'uranium et les unités de production d'uranium hautement enrichi et de combustibles à base de plutonium.

DISPARITIONS DE MATIÈRE NUCLÉAIRE AU JAPON ET EN GRANDE-BRETAGNE

Pourquoi les inspections de ces installations sont-elles insuffisantes pour garantir qu'il ne se produira pas de détournements ? Considérons l'expérience récente du Japon en la matière. En janvier 2003, les responsables japonais ont admis que leur usine pilote de retraitement du plutonium de Tokai-Mura avait « perdu » 206 kg de plutonium de qualité militaire (quantité qui permettrait de faire une quarantaine de bombes rudimentaires) au cours des 15 dernières années. Les Japonais n'avaient pas détourné le plutonium : ils ne savaient tout simplement pas où il était passé. Une théorie communément avancée est que la matière est « engluée dans les tuyaux » ; une autre théorie est qu'il se trouve toujours à l'état liquide, dissous dans une solution chimique. Ces pertes viennent s'ajouter aux 70 kg de plutonium dont le Japon avait précédemment avoué la disparition dans une usine de production de combustible à base de plutonium. Les Britanniques, de leur côté, ont fait état de pertes analogues à leur usine de retraitement du plutonium de Sellafield. Dix-neuf kilogrammes de plutonium séparé en ont disparu en 2003, et 30 kg en 2004.

Toutes ces usines étaient exploitées sous l'œil vigilant de l'AIEA. Ce qui met en évidence deux grands défauts du système de garanties. Le premier est que les quantités de plutonium de qualité militaire dont on ne sait ce qu'il advient chaque année s'élèvent à plusieurs fois la quantité nécessaire pour faire une bombe et qu'il n'y a aucun moyen de savoir si ce plutonium n'a pas déjà été détourné. Le second est que tout pays qui dispose de telles installations pourrait, à tout moment, faire usage de n'importe quelle quantité de matières nucléaires produites et les convertir à la fabrication de bombes bien avant que tout inspecteur ou toute entité extérieure ait le temps d'intervenir pour stopper ce détournement.

Étant donné la présence d'installations commerciales d'enrichissement d'uranium et d'usines de production de combustible à l'uranium fortement enrichi, qui traitent des tonnes d'uranium enrichi chaque année, d'autres scénarios de disparition de matières nucléaires aux perspectives tout aussi alarmantes sont envisageables. C'est ainsi, par exemple, que les inspecteurs de l'AIEA ne sont toujours pas en mesure de vérifier indépendamment la capacité de production des usines d'enrichissement à centrifugeuse. En conséquence, les responsables de l'usine pourraient « sous-déclarer » la capacité de l'usine aux inspecteurs de l'AIEA et, entre les inspections, produire clandestinement et détourner de l'uranium enrichi à des fins militaires sans que la chose soit détectée. De tels détournements pourraient par ailleurs avoir lieu sans que les inspecteurs de l'AIEA en aient vent.

En outre (comme pour les installations traitant de l'uranium en grandes quantités), il y a le problème de la rapidité à laquelle un État non nucléaire pourrait se dégager de ses obligations en vertu du TNP et entreprendre la production de bombes dans ces usines. Toutes les installations mentionnées traitent des matières qui peuvent être transformées en bombes en l'espace de quelques jours ou de quelques semaines, bien avant que des autorités extérieures soient en mesure d'intervenir, même si le détournement est détecté.

Pour de telles activités, à moins qu'il n'existe un besoin économique impérieux, plusieurs impératifs de sécurité évidents militent en faveur de l'abstention. Appartiennent sans conteste à cette catégorie le retraitement du plutonium, la production de combustibles à base de plutonium et de plutonium fortement enrichi, et la production de plutonium fortement enrichi. Toutes ces activités nucléaires génèrent ou traitent des matières nucléaires utilisables pour l'armement, ne sont pas essentielles à la production d'énergie nucléaire civile et, dans la plupart des cas, ne sont pas rentables sur le plan économique.

CAPACITÉS EXCÉDENTAIRES D'ENRICHISSEMENT

Quant au faible enrichissement de l'uranium naturel pour parvenir à une teneur de 3 à 5 % d'uranium-235, il est nécessaire pour alimenter les réacteurs à eau légère du monde entier. Ce qui n'est pas nécessaire, en revanche, c'est l'augmentation de l'excédent actuel de capacité d'enrichissement, qui est plus que suffisante pour satisfaire la demande mondiale d'ici les 10 ou 15 années à venir. Ce fait et les préoccupations qu'inspire la propagation de cette technologie sont les raisons qui ont amené le président George W. Bush et le directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradei à proposer de limiter la construction de nouvelles usines d'enrichissement.

L'enrichissement de l'uranium par des novices du nucléaire tels que l'Iran n'a certainement aucune justification économique. Téhéran ne possède qu'une seule centrale nucléaire qui utilise du combustible à uranium faiblement enrichi et la Russie a promis de fournir à l'Iran tout l'uranium enrichi dont il aura besoin pour toute la durée de service du réacteur. Sans parler de la question de la confiance que l'on peut faire à l'Iran (après deux ans d'enquêtes intensives, l'AIEA n'est toujours pas en mesure de déterminer si Téhéran s'est lancé ou non dans la fabrication de bombes), l'exploitation d'une usine d'enrichissement par Téhéran échappe aux garanties disponibles et n'est pas non plus défendable sur le plan économique. Dans de telles conditions, cette entreprise doit être considérée comme n'étant ni pacifique ni protégée en vertu de l'article IV du TNP.

Par ailleurs, si l'Iran avait le droit de mettre en place de telles installations nucléaires, inutiles et ne pouvant pas faire l'objet des garanties requises, qu'est-ce qui empêcherait ses voisins d'en faire autant et de se doter eux aussi de capacités de fabrication d'armes nucléaires ? En fait, qu'est-ce qui s'opposerait à l'avènement d'un monde contre lequel M. ElBaradei a lancé des avertissements répétés : un monde où une vingtaine d'États ou plus ne seraient qu'à quelques jours ou quelques semaines de la fabrication d'une bombe et où tous seraient convaincus que leurs capacités nucléaires sont la clé de leur sécurité ? Nous savons où ont mené la course aux armements et les soupçons mutuels en 1914 : à la Première et à la Deuxième Guerre mondiale, et à plus de 100 millions de morts. Imaginons une poudrière analogue, à cette différence près que les adversaires, de la Chine aux États-Unis en passant par l'Algérie et le Japon, disposeraient cette fois-ci de l'arme nucléaire.

RETOUR AUX PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES DU TNP

Si nous voulons éviter le pire, nous devrions appliquer le principe fondamental de l'article IV du TNP contre la propagation inutile d'activités et de matières nucléaires qui ne peuvent pas faire l'objet de garanties. Plus spécifiquement, avant, pendant et après la Conférence d'examen du TNP, les États devraient envisager des propositions visant à faire jouer l'article IV tel qu'il était conçu à l'origine tant à l'égard des États fournisseurs de capacités nucléaires que des États bénéficiaires et, dans la mesure du possible, des États non signataires du traité aussi.

Parmi les mesures qu'il conviendrait d'envisager figurent notamment :

- Un gel permanent de toute expansion, où que ce soit, des activités de séparation du plutonium et des usines de production de combustible faisant usage de matières de qualité militaire jusqu'à ce que puissent être établies des méthodes qui assureront une détection appropriée et opportune d'éventuels détournements de ces matières et qui déclencheront l'alerte.
- Un moratoire renouvelable de cinq ans sur l'expansion des capacités nettes d'enrichissement de l'uranium dans tous les pays. Les États seraient autorisés à moderniser leurs capacités existantes, mais toute mise en place de nouvelles installations devrait être accompagnée du démantèlement d'anciennes installations de capacité équivalente.
- Un appel lancé à tous les États d'envisager des solutions de substitution, à moindre coût, à tout projet conséquent de construction ou d'achèvement de facilités nucléaires. Les États-Unis pourraient ici donner l'exemple en appliquant le titre V de la Loi de non-prolifération nucléaire promulguée en 1978, en vertu de laquelle ils doivent « coopérer avec les autres pays, les institutions internationales et les organisations privées pour établir des programmes d'aide au développement des ressources énergétiques non nucléaires ». À ce jour, les principales dispositions de cette loi n'ont pas encore été appliquées.
- La suspension indéfinie des transferts internationaux de matières nucléaires utilisables pour l'armement, à savoir l'uranium fortement enrichi ou le plutonium séparé, sauf si l'objet du transfert est de mettre ces matières au rebut ou de rendre la production d'armements plus difficile.

- Une réévaluation des limites des capacités de l'AIEA à assurer la sécurité des installations et des matières nucléaires qu'elle surveille.

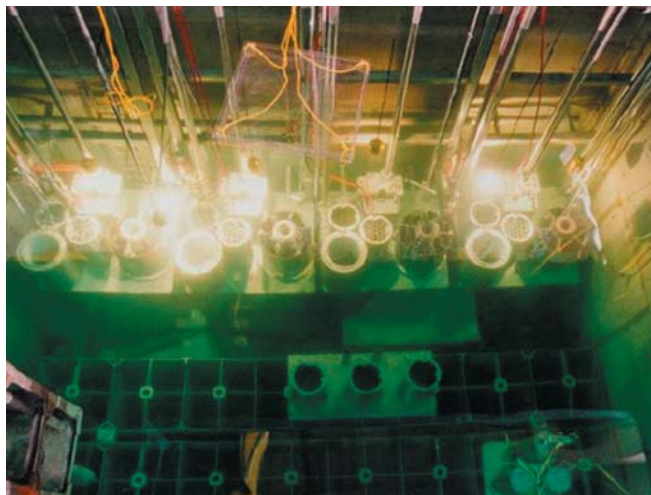
La Conférence d'examen du TNP pourrait évaluer le bien-fondé de l'adoption de ces propositions et, éventuellement, de leur reconduction tous les cinq ans. Ceci donnerait à la Conférence d'examen d'importantes questions opérationnelles à débattre et, surtout, l'adoption de l'une ou de plusieurs des propositions énoncées ci-dessus ferait beaucoup pour donner un sens à l'article IV et à l'utilisation « pacifique » de l'énergie nucléaire, c'est à dire pour assurer la réalisation de l'objectif ultime du TNP. L'autre solution consiste à attendre non seulement l'émergence d'autres Irans, mais aussi la déliquescence avérée du Traité de non-prolifération nucléaire. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis

CORÉE DU NORD

Un État voyou en marge du TNP

RALPH HASSIG ET KONGDAN OH



Les problèmes posés par la Corée du Nord en matière de prolifération nucléaire ne sont pas nouveaux, soulignent Ralph Hassig et Kongdan Oh. Ce pays a commencé à construire des réacteurs nucléaires dans les années 1960, disent-ils, et il n'a adhéré qu'en 1985 au Traité de non-prolifération des armes nucléaires de 1970. Au début des années 1990, la Corée du Nord a annoncé qu'elle se retirait de ce traité puis suspendu ce retrait la veille de son entrée en vigueur. Vint ensuite la signature de l'Accord-cadre dont les limitations se sont fait jour en 2002.

Mme Kongdan Oh est chargée de recherche à l'Institute for Defense Analysis situé à Alexandria (Virginie) et chercheuse principale non résidente à la Brookings Institution. Ralph Hassig est consultant en affaires nord-coréennes à Washington. Il est coauteur d'un livre sur la Corée du Nord et a écrit de nombreux articles avec Mme Kongdan Oh, son épouse, dont il partage les travaux de recherche. Leur site web se trouve à l'adresse suivante : <http://mysite.verizon.net/>

Ci-dessus : cette photo de 1996 montre des barres de combustible nucléaire irradié dans un bassin de refroidissement de l'usine de Yongbyon, en Corée du Nord. Cette photo a été publiée en 2003 par l'Agence de presse sud-coréenne, Yonhap. (AP Wide World Photos/Yonhap)

Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), ou Corée du Nord, n'a jamais pleinement respecté le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qu'il avait signé en 1985. La signature d'un accord de garantie permettant à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'inspecter ses installations nucléaires a été reportée jusqu'en 1992. Lorsque les inspections de l'AIEA, qui s'étaient fait attendre, révélèrent que les Nord-Coréens dissimulaient du matériel nucléaire, la RPDC fut le premier pays à annoncer son retrait du traité. Grâce aux efforts de persuasion des États-Unis, ce retrait fut « suspendu » en 1993, la veille du jour où il allait entrer en vigueur. Mais l'AIEA ne put procéder aux inspections qu'elle avait demandées aux termes de l'Accord-cadre que la Corée du Nord avait négocié avec les États-Unis en 1994. Lorsque l'accord-cadre a été rompu, à la fin de 2002, la Corée du Nord s'est retirée du TNP et de l'AIEA et s'est vantée d'avoir commencé à fabriquer une arme de dissuasion nucléaire.

La Corée du Nord a entamé son programme nucléaire au milieu des années 1950, lorsqu'un groupe de scientifiques nucléaires de ce pays a reçu une formation en Union soviétique. Au milieu des années 1960, grâce à l'aide et à la technologie soviétiques, la Corée du Nord a construit deux petits réacteurs nucléaires de recherche. Un autre réacteur nucléaire produisant cinq mégawatts

d'électricité a été achevé en 1986. [Note de la rédaction : selon l'administration américaine de l'information sur l'énergie, une telle centrale pourrait produire suffisamment d'électricité pour alimenter 4 000 foyers américains pendant un an si elle fonctionnait continuellement à plein régime.] Ce réacteur était trop petit pour être connecté à un réseau électrique, mais on commença à retraiter son combustible irradié en vue de la production de plutonium de qualité militaire, en violation flagrante des engagements que la Corée du Nord a pris en signant le TNP. En 1984 a débuté la construction d'un réacteur de 50 mégawatts et, en 1991, celle d'un réacteur de 200 mégawatts. La construction de ces deux réacteurs n'a jamais été achevée. Dans les années 1980, les Soviétiques acceptèrent de construire un réacteur à eau légère capable de produire 1 760 mégawatts d'électricité, à condition que les Nord-Coréens adhèrent au TNP. Cette construction a été interrompue peu de temps après, lorsque les Nord-Coréens ont eu des difficultés de paiement.

Aux termes de l'Accord-cadre de 1994 conclu avec les États-Unis, le réacteur nord-coréen de 5 mégawatts ainsi que l'usine de retraitement de combustible et les installations annexes de Yongbyon furent fermés et la construction des réacteurs de 50 et de 200 mégawatts interrompue. L'AIEA a vérifié cette fermeture mais n'a été autorisée à procéder à une inspection complète du programme nucléaire nord-coréen que lorsque la construction de deux réacteurs de 1 000 mégawatts à eau légère construits par un nouveau consortium, la Korean Peninsula Development Organisation (KEDO), était sur le point d'être achevée. Ces réacteurs allaient être construits par les Sud-Coréens, étaient basés sur des plans américains et financés principalement par la Corée du Sud et le Japon. Les réacteurs à eau légère offrent moins de possibilités de prolifération que les réacteurs nord-coréens à gaz et graphite parce qu'ils exigent de l'uranium enrichi comme combustible et, dans des conditions normales de fonctionnement, le combustible irradié produit par les réacteurs à eau légère ne peut pas être retraité pour fournir du plutonium utilisable pour la fabrication d'armes avec la technologie que possèdent actuellement les Nord-Coréens.

L'HEURE DE RENDRE DES COMPTES

La construction des deux réacteurs qui, à l'origine, devait être terminée en 2003, a pris un grand retard pour diverses raisons. Dans l'intervalle, les services américains du renseignement en sont venus à penser que les Nord-Coréens étaient en train de mettre sur pied un programme

clandestin d'enrichissement d'uranium ; un tel programme était contraire à la Déclaration nord-coréenne de dénucléarisation et, par conséquent, une violation de l'Accord-cadre. Amené à en répondre lors d'une réunion tenue en octobre 2002 entre des représentants des deux gouvernements, un fonctionnaire nord-coréen a reconnu dans un premier temps l'existence du programme d'enrichissement d'uranium, mais s'est rétracté ultérieurement. Le mois suivant, les États-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient la livraison du demi-million de tonnes de combustible lourd qu'ils fournissaient chaque année à la Corée du Nord en compensation de la diminution de leur capacité de production d'énergie. En décembre 2002, les Nord-Coréens chassèrent les inspecteurs de l'AIEA, brisèrent les scellés posés par cette agence et démontèrent les cameras qu'elle avait installées à Yongbyon. En janvier 2003, ils annoncèrent qu'ils levaient la « suspension » antérieure de leur retrait du TNP et que ce retrait entrerait donc en vigueur le jour suivant. Ils remirent en marche leur réacteur de 5 mégawatts et affirmèrent par la suite qu'ils avaient procédé au retraitement des 8 000 barres de combustible irradié scellées par l'AIEA. La construction des deux réacteurs à eau légère, qui en était toujours à son stade initial, fut suspendue en novembre 2003.

On pense que, grâce au retraitement de combustible opéré avant l'entrée en vigueur de l'Accord-cadre de 1994, les Nord-Coréens avaient accumulé au moins de 6 à 10 kilogrammes de plutonium, soit une quantité suffisante pour fabriquer une ou deux petites armes nucléaires. Une autre demi-douzaine d'engins nucléaires pourraient être construits grâce aux 20 à 35 kilogrammes de plutonium extraits des 8 000 barres de combustible irradié. Dans quelques années, quand le combustible pourra être extrait du réacteur de 5 mégawatts dont la construction a repris, puis retraité pour la fabrication de plutonium, une quantité suffisante de plutonium pourrait permettre la fabrication annuelle d'un engin nucléaire supplémentaire. Si la construction du réacteur de 50 mégawatts est jamais menée à bien, ce dernier pourrait produire un jour suffisamment de plutonium pour assurer la fabrication annuelle de 5 à 10 armes nucléaires et le réacteur de 200 mégawatts pourrait évidemment en produire davantage. La production du programme présumé d'enrichissement d'uranium de la Corée du Nord est purement hypothétique car on en ignore l'ampleur. Cependant, des achats à d'autres pays ou par l'intermédiaire de réseaux clandestins de prolifération comme celui d'A.Q. Khan basé au Pakistan pourraient être une autre source éventuelle d'approvisionnement en matériel ou en armes nucléaires.



AP Wide World Photos

L'art de faire des menaces. Montrant des missiles en train de démolir le siège du parlement des États-Unis, l'affiche ci-dessus était accrochée au mur d'une usine de fabrication de chaussures dans la ville nord-coréenne de Sinuiju. Le slogan promet d'«écraser» les États-Unis si «quelqu'un lance une guerre d'invasion». (AP Wide World Photos) L'affiche ci-dessous est intitulée «Les cibles sont claires» et montre des missiles nord-coréens approchant d'un avion sur lequel sont inscrits les mots «Washington, Séoul, Tokyo».

(AP Wide World Photos/Korea News Service)



AP Wide World Photos/Korea News Service

Les premiers pourparlers importants entre les États-Unis et la RPDC avaient débuté en 1993 et se sont poursuivis de façon sporadique jusqu'à 1994, culminant avec la signature de l'Accord-cadre. Six réunions à quatre (États-Unis, RPDC, Corée du Sud et Chine) eurent lieu entre 1997 et 1999 pour discuter de la demande, par la Corée du Nord, du remplacement de l'armistice avec la Corée du Sud par un traité de paix. Mais ces pourparlers se soldèrent par un échec.

En avril 2003, les États-Unis ayant refusé une réunion bilatérale avec la Corée du Nord, la Chine organisa une réunion à trois dont elle fut l'hôte, réunion qui se transforma en un forum à six (avec la Corée du Sud, le Japon et la Russie) et donna lieu à trois réunions à six qui débutèrent en août 2003.

Lors de ces réunions à six, la Corée du Nord proposa de geler son programme d'armes nucléaires dès que les États-Unis reprendraient leurs livraisons de pétrole, lèveraient leur embargo économique et rayeraient la Corée du Nord de leur liste des États qui commanditent le terrorisme. Se basant sur leur expérience avec l'Accord-cadre, les États-Unis maintiennent que ce n'est que lorsque la Corée du Nord aura gelé son programme nucléaire de façon vérifiable qu'ils pourront commencer à négocier un ensemble de mesures d'assistance économique et un pacte multilatéral de non-agression.

Les voisins de la Corée du Nord – Chine, Russie, Japon et Corée du Sud – ont maintes fois déclaré qu'ils ne toléreraient pas un programme nord-coréen d'armes nucléaires. Les États-Unis ont également exprimé leur opposition immuable à un tel programme. Personne n'a cependant réussi à empêcher la Corée du Nord de continuer à accumuler du matériel nucléaire et, suppose-t-on, à fabriquer des armes atomiques. L'Accord-cadre négocié par le gouvernement Clinton a ralenti le programme nucléaire nord-coréen, mais il n'y a pas mis fin. Le gouvernement Bush évite les pourparlers bilatéraux parce qu'il considère la prolifération nord-coréenne comme un problème régional et non bilatéral, mais il a accepté de se réunir avec des responsables de la Corée du Nord dans un cadre multilatéral. Les États-Unis s'attendaient initialement à ce que les autres participants aux réunions à six se joignent à eux pour faire pression sur la Corée du Nord afin qu'elle renonce à son programme nucléaire. Or ce qui s'est produit, à nos yeux, c'est que la Russie, la Chine et la Corée du Sud sympathisent dans une certaine mesure avec la Corée du Nord quand elle déclare être une cible de l'agression du gouvernement Bush dans sa guerre contre le terrorisme. Ces pays ont demandé aux États-Unis d'accepter un compromis avec la

Corée du Nord, sans que personne n'ait expliqué clairement en quoi consisterait ce compromis.

La Corée du Nord a proposé de renoncer à son programme d'armes nucléaires et d'accepter un type non précisé de régime de vérification lorsque les États-Unis remplaceront par l'acceptation, la non-ingérence et même l'assistance leur hostilité à l'égard du régime de Kim Jong-Il. Mais la politique américaine étant axée non seulement sur la prolifération nucléaire de la Corée du Nord mais aussi sur son comportement passé, son déploiement d'armes classiques et son odieuse politique des droits de l'homme, il semble y avoir peu de chances qu'un gouvernement américain quelconque accorde à Kim Jong-Il le respect et le soutien qu'il estime mériter.

La plupart des observateurs américains de la Corée du Nord semblent penser que les Nord-Coréens cesseraient de continuer à produire du plutonium en échange d'un assortiment de récompenses, mais ils doutent qu'un démantèlement complet, vérifiable et irréversible de l'ensemble du programme nucléaire nord-coréen puisse avoir lieu tant que Kim Jong-Il restera au pouvoir. Sur le plan pratique, la question est donc de savoir si les États-Unis se contenteront d'un nouvel accord qui limiterait partiellement le programme nucléaire nord-coréen ou s'ils permettront la poursuite de la prolifération, du moins jusqu'à ce que la Chine, principal bienfaiteur de la Corée du Nord, s'inquiète suffisamment pour mettre fin à son aide économique et à son soutien diplomatique au régime de Kim.

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

DE NOUVEAUX ACTEURS SUR LA SCÈNE

A.Q. Khan et le marché noir nucléaire

COLONEL CHARLES LUTES



Selon le colonel de l'armée de l'air américaine Charles Lutes, les accords actuels en matière de non-prolifération « ne sont probablement pas adéquats pour faire face à la menace naissante de prolifération non étatique » que représente le scientifique nucléaire pakistanais A.Q. Khan. Cela est dû, selon lui, au fait que ces accords sont fondés sur des normes internationales reposant elles-mêmes sur le postulat que seuls les gouvernements sont capables d'acquérir des armes nucléaires.

Le colonel Lutes, qui est associé principal à l'Institut national d'études stratégiques de la National Defense University située à Washington, déclare qu'étant conscient de la fausseté de ce postulat, le gouvernement Bush a commencé à adopter une double approche consistant à s'attaquer à la fois à l'offre et à la demande de matériels nucléaires.

Ci-dessus : une photo non datée, prise à Islamabad (Pakistan) d'Abdul Qadeer Khan, fondateur du programme nucléaire pakistanais.
(AP Wide World Photos)

En octobre 2003, les garde-côtes italiens ont arraisonné un cargo battant pavillon allemand, le *BBC China*, qui se dirigeait vers la Libye. Lors de leur inspection, les autorités italiennes ont découvert des machines-outils de précision, des tubes d'aluminium, des pompes moléculaires et autres composantes permettant de construire environ 10 000 centrifugeuses à gaz de type P-2 conçues pour enrichir de l'uranium répondant aux spécifications nécessaires à la fabrication d'une arme nucléaire.

On a établi que ce matériel provenait d'une société d'ingénierie de Malaisie, Scomi Precision Engineering, dont les actions sont cotées en bourse. Scomi avait fabriqué ces pièces détachées sur la demande du Sri Lankais Buhary Sayed Abu Tahir. C'est par l'intermédiaire de la société de façade de ce dernier, SMB Computers, établie à Dubaï, que Tahir s'était arrangé pour livrer les pièces à la Libye pour son programme clandestin de fabrication d'armes nucléaires.

Les autorités italiennes s'assurèrent que la cargaison en question n'atteindrait pas sa destination. La saisie de la

cargaison du *BBC China* a été un élément clé d'une série d'événements qui ont amené le président Muammar Kadhafi à « rentrer en grâce » en décembre 2003 et à renoncer à son programme d'armes de destruction massive.

Cette opération d'interdiction a joué un rôle tout aussi important dans le démantèlement du réseau clandestin de prolifération du patron et mentor de Tahir, le scientifique pakistanais Abdul Qadeer Khan [Note: les détails de la saisie du *BBC China* et du réseau de Khan sont tirés d'articles parus dans la presse. Voir notamment « The Man Who Sold the Bomb » (L'homme qui a vendu la bombe) de Bill Powell et Tim McGirk, paru dans la revue *Time* du 14 février 2005, pp.22-30 et « Unprecedented Peril Forces Tough Calls: President Faces a Multi-Front Battle against Threats Known, Unknown » (Un danger sans précédent entraîne un dilemme: le Président doit faire face à une bataille à fronts multiples contre des menaces connues et inconnues), de Barton Gellman et Dafna Lizner. *The Washington Post*, 26 octobre 2004, p. A1.)

UNE CHAÎNE DE DISTRIBUTION NUCLÉAIRE

Le père du programme pakistanais d'armes nucléaires, A.Q. Khan, est un personnage légendaire, célèbre dans son pays pour ses années de travaux secrets dans la mise au point de la première « bombe islamique » dans le but de contrer la menace de l'Inde, rivale de longue date du Pakistan.

En tant que scientifique employé, dans les années 1970, par la société hollandaise Dutch Urenco, Khan avait accès à des plans de techniques d'enrichissement de l'uranium qu'il vola et rapporta au Pakistan, à son retour au pays.

Khan fut nommé par le premier ministre pakistanais, Ali Bhutto, directeur du programme de recherche nucléaire du Pakistan qui visait à déjouer les aspirations nucléaires de l'Inde avec son propre programme d'armement. À contre-courant des normes de non-prolifération en vigueur au sein de la communauté internationale, Khan dut poursuivre son objectif dans le plus grand secret. Toutefois, l'infrastructure scientifique et technique pakistanaise était insuffisamment développée pour lui permettre d'accomplir cette tâche. Si bien que Khan fit ce que tout bon chef d'entreprise aurait fait à sa place: il eut recours à des sources extérieures.

Il cultiva un réseau de fournisseurs et de fabricants dont la plupart ne se rendaient pas compte de l'objectif ultime du projet scientifique entrepris aux Khan Research

Laboratories (KLR). En 1998, cependant, il n'y eut plus aucun doute. À la surprise de la communauté internationale, le Pakistan procéda à cinq essais nucléaires souterrains et rejoignit le club sélect des États dotés de l'arme nucléaire. Pour A.Q. Khan, la ferveur patriotique qui animait cette réalisation n'était qu'un début. En homme d'affaires astucieux, il perçut des possibilités de gains financiers entre son réseau de fournisseurs et une demande naissante d'armes nucléaires. La Corée du Nord, l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Libye étaient en tête de la liste des pays qui faisaient du lèche-vitrines en vue de l'acquisition de tels moyens.

Une enquête actuellement en cours révèle que le réseau de Khan joua un rôle important, à partir du début des années 1990, dans la mise au point de la technologie d'enrichissement de l'Iran et de la Corée du Nord. En échange, la Corée du Nord semble avoir partagé avec le Pakistan sa technologie relative aux missiles balistiques.

L'enquête sur le programme libyen continue à fournir une mine de renseignements qui révèlent l'étendue de la coopération de Khan avec des régimes hors la loi à travers le monde.

Bien que le rôle joué par le gouvernement pakistanais dans les activités de Khan fasse l'objet d'une importante controverse, il est peu probable que les autorités d'Islamabad aient eu pleinement connaissance de l'étendue et de la portée du réseau de Khan.

Le réseau des commanditaires et fournisseurs de Khan continue à être mis à jour et il est stupéfiant. Après avoir débuté avec les plans de centrifugeuses volés aux Pays-Bas, auxquels s'ajoutèrent des plans d'armes en provenance de Chine, le groupe reçut également une assistance technique de Grande-Bretagne; des pompes à vide d'Allemagne; des tours spécialisés d'Espagne; des fours d'Italie; des centrifugeuses et des convertisseurs de fréquence de Turquie; du matériel d'enrichissement d'Afrique du Sud et de Suisse; de l'aluminium de Singapour et des pièces de centrifugeuses de Malaisie, le tout orchestré à partir d'un centre administratif situé à Dubaï.

Toutefois, en dépit de l'accumulation des preuves, il est peu probable que l'on connaisse jamais la véritable étendue de ce réseau que Mohamed ElBaradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a appelé « le Wal-Mart nucléaire ».

L'OFFRE RÉPOND TOUJOURS À LA DEMANDE

Maintenant qu'A.Q. Khan vit en résidence surveillée au Pakistan sans que les autorités occidentales aient la possibilité de l'interroger, des questions frustrantes



On rapporte que ce bâtiment d'Almaty (Kazakhstan), photographié le 18 février 2004, abritait un bureau de SMB Computers, une société de Dubaï liée au marché noir nucléaire international. Dans un discours prononcé le 11 février 2004, le président George Bush affirmait qu'«un homme du nom de B.S.A.Tahir gèrait SMB Computers (...) qui servait de façade aux activités de prolifération du réseau A.Q. Khan».

demeurent. Il est clair qu'il a rencontré des personnalités officielles d'un certain nombre d'États désirant acquérir des armes nucléaires et qu'il leur a peut-être même vendu des composantes. Une enquête en cours a établi un lien entre Khan et les programmes nucléaires de l'Irak, de Iran, de la Corée du Nord et de la Libye. En outre, des comptes rendus parus dans la presse ont fait état de rencontres entre Khan et des clients en puissance en Égypte, en Arabie saoudite, au Soudan, en Malaisie, en Indonésie, en Algérie, au Koweït, à Myanmar et à Abou Dhabi. Plus ces connaissances dangereuses et cette expertise se répandent, et plus s'accroît le danger de voir des terroristes ou criminels s'armer d'une bombe nucléaire.

Al-Qaida et les membres affiliés à son groupe cherchent manifestement à acquérir des armes nucléaires. D'un côté, le vaste réseau de fabricants louches, d'intermédiaires peu recommandables et de trafiquants de M. Khan semble être le fournisseur idéal pour répondre à la demande d'armes nucléaires des terroristes. Cette association nébuleuse reflète la structure cellulaire que préfèrent les terroristes affiliés à Al-Qaida. Elle facilite les transactions clandestines

et relativement indécélables de ceux qui souhaitent déclencher une violence de proportion catastrophique.

D'un autre côté, lorsqu'on étudie le lien terroriste, il importe d'examiner le matériel que Khan et ses associés mettaient sur le marché. Primo. Khan a fourni le matériel nécessaire à un programme nucléaire étatique : des pièces et plans de centrifugeuse, des plans d'armes et de l'expertise technique. On ne possède aucune preuve de la vente de matière fissile, le produit fini du processus d'enrichissement qui alimente une arme nucléaire.

On suppose que les terroristes préféreraient acheter un produit fini ou tout au moins de la matière fissile, étant donné qu'il est peu probable qu'ils aient les moyens ou la patience nécessaires pour mettre au point l'infrastructure d'un programme. Pour un terroriste, traiter avec Khan équivaldrait donc à commander des Ak-47 et des balles, et recevoir de l'acier, des moules et un manuel de fabrication.

Quel que soit le danger que le marché noir ait créé en aidant la Corée du Nord et l'Iran à se rapprocher du club nucléaire, le risque actuel réside dans la façon dont le réseau de fournisseurs s'adapte maintenant que Khan n'est plus à la barre.

Le président Bush a déclaré que le réseau de Khan avait peut-être cessé d'exister, mais il se peut que certains de ses éléments se soient enfoncés plus profondément dans la clandestinité. S'il est peu probable que KRL s'adonne de nouveau au marché noir, on ignore ce qu'il adviendra de ses associés.

À l'instar des groupes terroristes, le réseau de fournisseurs peut fort bien se réformer et s'adapter. Leur produit principal sera la base de connaissances et d'experts disponibles dans les noyaux de fournisseurs qui subsistent. Privé de l'accès de Khan au marché des États voyous, un nouveau réseau de scientifiques et ingénieurs nucléaires pourrait se former autour du marché terroriste.

Le risque de prolifération par les terroristes augmente exponentiellement dans la mesure où ces profiteurs peuvent avoir accès à de la matière fissile ou même à une arme finie. Malheureusement, dans le cas des acteurs terroristes et contrairement aux acteurs étatiques, posséder une arme nucléaire n'a probablement qu'un seul but : sa détonation en un champignon atomique visible.

DES ACCORDS DE COOPÉRATION AUX DÉMARCHES CONCERTÉES

Les accords existants en matière de non-prolifération risquent d'être inadéquats pour faire face à la menace naissante de prolifération non étatique illustrée par le



réseau de contrebande nucléaire de Khan. Les normes internationales à la base de ces accords reposent en effet sur le postulat selon lequel seuls les États ont les ressources nécessaires pour mettre au point des armes nucléaires.

Or, vue à travers une nouvelle série de postulats issus du monde de l'après 11 septembre, l'affaire Khan montre que cette hypothèse fondamentale est erronée. C'est pourquoi le gouvernement Bush a commencé à inciter la communauté internationale à passer des accords de coopération à des démarches concertées.

Conformément à cette nouvelle optique mondiale, les États-Unis et leurs partenaires ont mis au point une approche plus énergique pour s'attaquer aux deux aspects du problème. Afin d'enrayer la demande, la lutte contre le terrorisme vise, à court terme, à mettre en échec les



U.S. Navy photo
Below: Katsumi Kasahara,
AP Wide World Photos



Formation offerte dans le cadre de l'Initiative de sécurité contre la prolifération. Des forces internationales s'entraînent.

En haut, des hommes des Forces espagnoles des opérations spéciales fouillent un marin après avoir arraisonné l'USUS Saturn durant l'exercice «Sea Saber» auquel ont participé 15 pays le 17 janvier 2004. Au centre, des inspecteurs de l'Agence nationale de la police japonaise ont revêtu des combinaisons protectrices pour analyser des matières chargées dans un conteneur dans le cadre d'un exercice de contrôle des exportations organisé le 22 octobre 2004 à Tokyo. En bas, des pompiers italiens vêtus de combinaisons les protégeant de particules chimiques, biologiques et nucléaires installent des panneaux d'avertissement autour d'un conteneur soupçonné d'abriter des armes de destruction massive durant l'exercice «Clever Sentinel» organisé le 22 avril 2004 en Sicile.

groupes terroristes tout en sapant, à long terme, l'idéologie terroriste et le soutien dont elle bénéficie. L'expérience de l'Irak montre les difficultés auxquelles se heurte cette politique lorsqu'elle s'appuie sur un consensus restreint.

Sur le front de l'offre, deux approches sont actuellement utilisées. La première consiste à regrouper les quantités relativement limitées de matière fissile. Les techniques de réduction de la menace appliquées aux États de l'ex-Union soviétique sont utilisées sur une base internationale grâce à l'Initiative de réduction de la menace nucléaire prise par le G8. Un récent accord passé entre les États-Unis et la Russie pour accroître leur coopération contre le terrorisme nucléaire est un autre exemple de cette approche.

La seconde approche est formulée dans l'Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI), dans le cadre de laquelle les gouvernements participants collaborent pour interdire l'expédition des composantes et matériels nécessaires à la fabrication d'armes de destruction massive. Le slogan selon lequel la PSI est « une activité et non pas une organisation » reflète cette évolution vers l'action concertée. C'est la coopération dans le cadre de la PSI qui a mené à l'arraisonnement du *BBC China* et au démantèlement du réseau Khan.

Cependant les activités illicites d'A.Q. Khan n'étaient peut-être que la partie émergée de l'iceberg. Tant qu'il existera une demande suffisante de matériel nucléaire, des fournisseurs essaieront de trouver les moyens de la satisfaire. La communauté internationale doit être souple dans son approche pour faire face au caractère constamment changeant du réseau de fournisseurs de matériel nucléaire. Le passage des accords de coopération aux démarches concertées pour enrayer à la fois la demande et l'offre est un élément nécessaire du succès de cette approche. ■

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la National Defense University, de l'armée de l'air américaine ou du gouvernement des États-Unis.

VISIONS DE DESTRUCTION MASSIVE DANS LES ROMANS ET AU CINÉMA

RICHARD PELLIS



A ce jour, il s'est révélé très difficile pour les écrivains et les cinéastes « de dépeindre la mentalité du terroriste apatride, du fanatique messianique déterminé à tuer à l'aveuglette et dont le seul but discernable est d'entasser les cadavres », estime M. Richard Pellis, professeur d'histoire à l'université du Texas, à Austin. En particulier pendant la guerre froide, poursuit-il, un grand nombre de romanciers et de cinéastes se sont appliqués « avec le plus grand sérieux » à rendre « compréhensible notre péril universel ».

Auteur de trois ouvrages, M. Pellis en prépare un quatrième qui aura pour titre From Modernism to the Movies: The Globalization of American Culture in the Twentieth Century.

*C'est ainsi que finit le monde
C'est ainsi que finit le monde
C'est ainsi que finit le monde
Non par un boum, mais par un gémissement*

– T.S. Eliot, Les Hommes creux

C'est à Pablo Picasso que l'on doit l'un des tableaux les plus célèbres du XX^e siècle : *Guernica*. Sa célébrité se comprend aisément, toute effroyable que soit la scène dépeinte. Réalisé en commémoration du bombardement de la petite ville basque de Guernica par l'aviation allemande et italienne pendant la guerre d'Espagne, cette œuvre évoque la douleur atroce et l'effroi des personnes et des animaux qui se font anéantir par des armes modernes de destruction massive. *Guernica*, c'est aussi la double prémonition des attaques encore plus sauvages qui s'abattront sur les populations civiles pendant la Deuxième Guerre mondiale, et de l'existence d'un monde qui regorge d'armes nucléaires et biologiques – le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nous avons tendance à attendre des artistes qu'ils rendent compréhensible notre péril universel, qu'ils mesurent nos chances de survie à une époque où des innocents peuvent être gazés, asphyxiés de toxines mortelles ou incinérés en l'espace d'un instant. Nombreux sont les romanciers et les

Ci-dessus: *Guernica*, l'œuvre de Pablo Picasso, au Musée d'art Reina Sofia, à Madrid (Espagne). (Santiago Lynn, AP Wide World Photos)

cinéastes qui se sont employés à cette tâche avec le plus grand sérieux, en particulier pendant la guerre froide.

La perspective d'une guerre nucléaire entre l'Union soviétique et les États-Unis est à l'origine d'au moins deux best-sellers parus dans les années 1950 et au début des années 1960. Le roman de Nevil Shute *Sur la plage* (publié en anglais en 1957, porté au grand écran en 1959 sous le titre *Le Dernier Rivage*, avec de grandes vedettes à l'affiche, et adapté sous forme de feuilleton télévisé en 2000 pour le public américain) décrit les effets d'un nuage radioactif tandis que la planète se meurt doucement à la suite d'une confrontation nucléaire entre les deux superpuissances. Le roman d'Eugene Burdick *Point limite* est publié en 1962, l'année de la crise des missiles de Cuba, un moment par excellence de la guerre froide où les États-Unis et l'Union soviétique auraient vraiment pu franchir le pas et s'attaquer à l'aide de leur arsenal nucléaire. Dans le film éponyme qui a été réalisé en 1964, Henry Fonda campe le président des États-Unis confronté à la réalité d'une attaque nucléaire accidentelle contre l'Union soviétique; il décide de lâcher une bombe atomique sur New York pour compenser l'annihilation de Moscou.

L'homme ne peut pourtant pas vivre dans un état de crainte perpétuelle. Ni imaginer la folie d'une guerre nucléaire sans une bonne dose d'humour noir. En 1958, le grand chanteur satirique Tom Lehrer a composé une ode sur la fin du monde intitulée « We Will All Go Together When We Go » (On s'en ira tous ensemble quand on s'en ira). En voici une strophe: « On brûlera tous ensemble quand on brûlera/ On n'aura pas besoin de faire la queue/A l'heure des retombées radioactives et quand saint Pierre nous appellera/ On n'aura qu'à ajourner nos débats. »

Cependant, aucun roman ni aucun film datant de la guerre froide n'a saisi la démence de notre situation de manière plus mémorable que ne l'a fait Stanley Kubrick dans *Docteur Folamour* (1964). Ce film a pour sous-titre *Comment j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la bombe*. Cette fois, la guerre nucléaire contre les Russes ne

relève pas de l'accident; c'est un général américain désaxé surnommé Jack D. Ripper qui la déclenche, persuadé que les « communistes » empoisonnent l'eau potable en y ajoutant du fluor, ce qui aurait pour effet de diminuer ses essences corporelles. Peter Sellers y tient trois rôles: celui d'un officier britannique (l'unique voix de la raison dans le film) détaché auprès du général Ripper et qui tente désespérément de découvrir le code à utiliser pour rappeler les bombardiers américains; celui du président des États-Unis (dont le cerveau est nettement plus embué que celui d'Henry Fonda); et celui d'un scientifique et ancien nazi qui comprend non seulement le fonctionnement de l'engin apocalyptique qui va détruire le monde, mais aussi celui des puits de mines qui abriteront les survivants après

la guerre. *Docteur Folamour* se termine par des images de champignons nucléaires et d'anéantissement, images dont le côté mordant et effrayant atteint des sommets inégalés dans les autres œuvres d'art ou de divertissement issues de la guerre froide.

Pour autant, aussi sinistre fût-elle, la guerre froide avait quelque chose de familier et, paradoxalement, de réconfortant. Après tout, c'était un affrontement entre deux États-nations dans lequel chaque partie avait beaucoup à perdre. Les décideurs des deux camps comprenaient les règles du jeu et les limites qu'ils ne devaient pas franchir. Le général Ripper a beau être « dérangé », le fait est que la plupart des protagonistes de la guerre froide – dans les œuvres artistiques comme dans la réalité – n'étaient pas des psychopathes. Ils étaient, comme Henry Fonda, des



L'acteur Peter Sellers, assis dans un fauteuil roulant, incarne le personnage principal du film réalisé en 1964 par Stanley Kubrick, *Docteur Folamour ou comment j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la bombe*. (AP Wide World Photos)

clients qui avaient la tête sur les épaules, des gardiens rationnels d'armes terrifiantes, qui s'efforçaient de ne jamais faire de mauvais calculs. Ou, pour reprendre les paroles que Peter Sellers-président des États-Unis adresse au premier ministre soviétique: « Nous sommes dans le même bain, Dimitri. Ne dites pas que vous êtes plus désolé que moi; je suis tout aussi désolé que vous. »

Le fait que la guerre froide se soit inscrite dans le contexte d'un affrontement entre adversaires, et non pas

dans celui d'une pulsion d'Armageddon, explique pourquoi tant des romans d'espionnage de l'époque sont en fait des « thrillers » psychologiques, mettant en scène des agents qui se disputent entre égaux le moindre avantage dans une interminable partie d'échecs où la « victoire » ultime échappe à tout le monde. L'important dans ce contexte, c'est l'art du métier, la duplicité, l'ingéniosité de l'espion – comme dans les romans de John Le Carré, où l'agent britannique George Smiley joue au plus fin avec son homologue du KGB, Karla. L'un comme l'autre se comportent avec retenue et dans un sentiment de respect mutuel, comme il convient à des espions professionnels qui ont un sens particulier de l'honneur en pleine guerre froide, mais qui resteront chacun dans son camp.

La guerre froide, et les dangers d'une conflagration nucléaire, pouvaient au moins se concevoir dans les romans et au cinéma. C'était peut-être parce que les armes nucléaires étaient envisagées sous l'angle de biens qui appartenaient à un État dont celui-ci avait la maîtrise. Les États ne sont pas suicidaires – pas même les États hors-la-loi, tels l'Iran ou la Corée du Nord. Dès lors, leur gouvernement est normalement sensible aux négociations ou aux pressions. On est en droit de supposer que les conflits entre membres du « club » nucléaire peuvent être désamorcés d'une façon ou d'une autre par les spécialistes des charges utiles éjectables et des ogives multiples.

En revanche, romanciers et cinéastes ont beaucoup plus de mal à dépeindre la mentalité du terroriste apatride, du fanatique messianique déterminé à tuer à l'aveuglette et dont le seul but discernable est d'entasser les cadavres. Et qui ne reculera devant rien – ni la voiture piégée ni le détournement d'avions ni le recours aux armes nucléaires et biologiques – pour accomplir sa mission.

Depuis les années 1960, on note quelques tentatives visant à s'immiscer dans le psychisme du terroriste. Les films de James Bond mettent généralement en scène un mégalomane déterminé à acquérir coûte que coûte une arme de destruction massive avec laquelle il pourrait devenir maître de la planète. Pourtant, avec leurs explosions spectaculaires tandis que le héros sirote un verre de vodka-martini, ces films veulent nous amuser et nous charmer, et non nous horrifier, en particulier quand Sean Connery campe le personnage de Bond. En 1983, rompant la routine des intrigues de Smiley et de Karla, John Le Carré a tenté de décrypter la psychologie de terroristes palestiniens dans son roman *La petite fille au tambour*. Mais cet ouvrage (comme le film qui en a été tiré en 1984) s'intéresse plus au combat cérébral entre les agents israéliens du renseignement et leurs ennemis palestiniens qu'aux assassinats collectifs.

Plus récemment, on voit des films du genre de *The Rock* et d'*Ennemis rapprochés* (*The Devil's Own*) dépeindre la quête d'armes au service soit d'un mouvement politique, soit d'un grief personnel. Dans le cas de « The Rock », Ed Harris est le chef d'une bande de voyous, tous d'anciens militaires, qui s'emparent d'Alcatraz et menacent de déverser des armes chimiques sur San Francisco. Ed Harris et ses acolytes sont motivés par l'appât du gain et la vengeance ; l'idée de gagner le ciel en mourant martyres n'est pas de celles qui les inspirent. Dans le film « Ennemis rapprochés », Brad Pitt joue le rôle d'un militant irlandais qui vient aux États-Unis acheter des fusils et des roquettes pour le compte de l'IRA, et non pas des armes nucléaires ou biologiques. À l'instar des Palestiniens mis en scène dans *La petite fille au tambour*, c'est son désir de créer un État qui fait de lui un tueur. Ses cibles sont délibérées (les Britanniques et les protestants d'Irlande du nord) ; il n'éprouve pas le besoin de massacrer tout le monde à la ronde. Dans un autre film tourné celui-là en 1977, à savoir *Le Pacificateur* (*The Peacemaker*), avec George Clooney et Nicole Kidman à l'affiche, des ogives nucléaires russes sont subtilisées, et un sac à dos de qualité militaire finit entre les mains d'un terroriste serbe de Bosnie qui n'a qu'une idée en tête : détruire Manhattan. Lui aussi est motivé par la vengeance et l'argent.

Ces terroristes ne sont pas amoureux de la mort ; ils concoctent des stratégies, aussi implausibles soient-elles, qui leur ménagent une porte de sortie afin qu'ils puissent continuer à se battre pour la « cause ». Ce que romanciers et cinéastes n'ont pas encore pleinement envisagé, c'est la terreur gratuite, sans règles, sans codes, sans limites. Ils n'ont pas imaginé non plus un état d'esprit dans lequel le suicide mène à la sainteté. Nous tous, et pas seulement en occident, vivons dans un vide effrayant, sans les aspects réconfortants de la guerre froide ou les œuvres d'art qu'elle a inspirées.

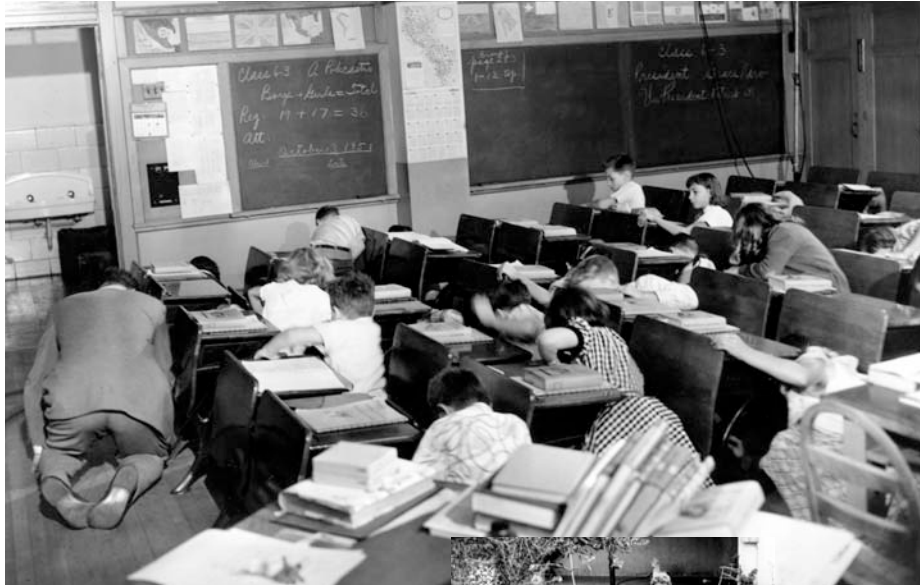
De toute évidence, la communauté internationale doit renforcer les traités et les protocoles propres à limiter la prolifération des armes nucléaires et biologiques mises au point par des États et par des terroristes apatrides, et elle doit continuer de faire pièce au terrorisme par toutes sortes de moyens juridiques. Mais nous avons aussi besoin, au XXI^e siècle, d'un autre Pablo Picasso ou d'un Stanley Kubrick qui pourra nous mettre en garde contre le sort qui nous attend si nous ne maîtrisons pas les armes effrayantes que nous avons créées. Faute de quoi, comme Picasso et Kubrick l'ont compris, notre monde pourra finir par un boum, et non par un gémissement. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.



Duck and Cover

AVEC BERT LA TORTUE
DANS LE RÔLE PRINCIPAL



Dan Grossi, AP Wide World Photos

En 1951, la toute jeune administration fédérale de la défense civile (FCDA) commande la production d'un film qui vise à montrer aux enfants comment ils devront réagir dans l'éventualité d'une attaque nucléaire. Le résultat, c'est *Duck and Cover* (Baisse la tête et protège-toi), un court-métrage de neuf minutes qui a été diffusé dans les établissements scolaires des États-Unis pendant les années 1950 et par la suite. Il met en scène un personnage de bande dessinée, Bert la Tortue, qui « avait l'œil très vigilant » et qui « connaissait les gestes à accomplir : baisser la tête et se protéger ». Au déclenchement d'une sirène d'alarme ou à l'apparition d'un éclat brillant dans le ciel qui signalerait une explosion nucléaire, Bert se calfeutre immédiatement sous sa carapace. La photographie ci-dessous, prise le 21 novembre 1951, montre des élèves de sixième, en classe avec leur professeur, dans la Public School 152 du quartier du Queens de New York, qui s'accroupissent sous leur bureau, ou à côté, comme ils l'ont vu faire dans une scène du film. (Dan Grossi, AP World Wide Photos)

D'autres initiatives de la FCDA au début des années 1950 ont débouché sur la création du réseau de radiodiffusion d'urgence, de réserves alimentaires, de cours de défense civile et d'abris anti-atomiques publics



Sal Veder, AP Wide World Photos

et privés. Sur la photo de droite, prise le 5 octobre 1961, une mère et ses enfants s'entraînent à gagner au pas de course l'abri aux parois en acier que la famille a construit au fond de la cour de sa propriété à Sacramento, en Californie. (Sal Veder, AP World Wide Photos)

La FCDA a commandé d'autres films sur le thème de la défense civile, mais c'est *Duck and Cover* qui est le plus célèbre du genre. En 2004, la bibliothèque nationale des États-Unis, l'U.S. Library of Congress, l'a inscrit au registre national du film, lequel regroupe les courts et longs métrages qui présentent un intérêt « culturel, historique ou esthétique ». *Duck and Cover* partage cette distinction avec d'autres classiques, tels que *Naissance d'une nation*, *Casablanca* et *La Liste de Schindler*.

(Pour voir *Duck and Cover* à l'ordinateur, cliquer sur le lien : <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0305/ijpe/fullversion.htm>)

BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Albright, David and Corey Hinderstein. "Unraveling the A. Q. Khan and Future Proliferation Networks." *The Washington Quarterly* vol. 28, no. 2 (Spring 2005): pp. 111-128.
http://www.twq.com/05spring/docs/05spring_albright.pdf

Allison, Graham. *Nuclear Terrorism: The Ultimate Preventable Catastrophe*. New York: Times Books, 2004.
<http://www.henryholt.com/holt/nuclearterrorism.htm>

Campbell, Kurt M., et al. *The Nuclear Tipping Point: Why States Reconsider Their Nuclear Choices*. Washington, DC: Brookings Institution Press, 2004.
<http://www.brook.edu/press/books/nucleartippingpoint.htm>

Cooper, Mary H. "Nuclear Proliferation and Terrorism." *The CQ Researcher* vol. 14, no. 13 (2 April 2004): pp. 297-319.
<http://www.cqpress.com/product/Researcher-Nuclear-Proliferation.html>

Cronin, Richard P., Alan Kronstadt and Sharon A. Squassoni. *Pakistan's Nuclear Proliferation Activities and the Recommendations of the 9/11 Commission: U.S. Policy Constraints and Options*. Washington, DC: Library of Congress, Congressional Research Service, 25 January 2005.
<http://www.iranwatch.org/government/US/Congress/CRS/Congress-crs-khannetwork-012505.pdf>

Deutch, John. "A Nuclear Posture for Today." *Foreign Affairs* vol. 84, no. 1 (January/February 2005): pp. 49-60.
<http://mit.edu/chemistry/deutch/policy/69NuclearPosture2004.pdf>

Khripunov, Igor, et al. *Nuclear Security Culture: The Case of Russia*. Athens, GA: Center for International Trade and Security, December 2004.
<http://www.uga.edu/cits/documents/pdf/Security%20Culture%20Report%2020041118.pdf>

Levi, Michael A. and Michael E. O'Hanlon. *The Future of Arms Control*. Washington, DC: Brookings Institution Press, 2005.
<http://www.brookings.edu/press/books/futureofarmscontrol.htm>

Medalia, Jonathan. *Nuclear Terrorism: A Brief Review of Threats and Responses*. Washington, DC: Library of Congress, Congressional Research Service, 10 February 2005.
<http://fpc.state.gov/documents/organization/43399.pdf>

Panyarachun, Anand. *A More Secure World: Our Shared Responsibility: Report of the Secretary-General's High-Level Panel on Threats, Challenges and Change*. New York: United Nations, 2 December 2004.
<http://www.un.org/secureworld/>

Perkovich, George, et al. *Universal Compliance: A Strategy for Nuclear Security*. Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, 3 March 2005.
<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=16593>

Scheinman, Lawrence. "Disarmament: Have the Five Nuclear Powers Done Enough?" *Arms Control Today* vol. 35, no. 1 (January/February 2005): pp. 6-11.
http://www.armscontrol.org/act/2005_01-02/Scheinman.asp

Simpson, John, ed. *NPT Briefing Book 2005*. Southampton, UK: Mountbatten Centre for International Studies and Monterey, CA: Center for Nonproliferation Studies, March 2005.
<http://www.mcis.soton.ac.uk/towards2005npt.html>

Sokolski, Henry D., ed. *Getting MAD: Nuclear Mutual Assured Destruction, Its Origins and Practice*. Carlisle, PA: Strategic Studies Institute of the U.S. Army War College, November 2004.
<http://www.carlisle.army.mil/ssi/pubs/display.cfm/hurl/PUBID=585>

Squassoni, Sharon A., Steven R. Bowman and Carl E. Behrens. *Proliferation Control Regimes: Background and Status*. Washington, DC: Library of Congress, Congressional Research Service, 10 February 2005.
http://www.nti.org/e_research/official_docs/other_us/crs021005.pdf

U.S. Congress. House Policy Committee. Subcommittee on National Security and Foreign Affairs. *All Tools at Our Disposal: Addressing Nuclear Proliferation in a Post-9/11 World*. Washington, DC: Government Printing Office, January 2005.
<http://policy.house.gov/assets/ATOD.pdf>

U.S. Government Accountability Office. *Weapons of Mass Destruction: Nonproliferation Programs Need Better Integration*. Washington, DC: Government Printing Office, 28 January 2005.
<http://www.gao.gov/docsearch/abstract.php?rptno=GAO-05-157>

Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à la disponibilité des ressources énumérées ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en mars 2005.

SITES INTERNET (en anglais)

UNIVERSITÉS

Harvard University: John F. Kennedy School of Government: Belfer Center for Science and International Affairs: Managing the Atom
http://bcsia.ksg.harvard.edu/research.cfm?program=STPP&ln=home&pb_id=240&gma=27&gmi=47

Monterey Institute of International Studies: Center for Nonproliferation Studies
<http://cns.miiis.edu/>

Princeton University: The Program on Science and Global Security
<http://www.princeton.edu/~globsec/>

Stanford University: Institute for International Studies: Center for International Security and Cooperation
<http://cisac.stanford.edu/>

ORGANISMES INTERNATIONAUX

British American Security Information Council: Nuclear and WMD
<http://www.basicint.org/nuclear/nucindex.htm>

International Atomic Energy Agency
<http://www.iaea.org/>

International Science and Technology Center
<http://www.istc.ru/>

Proliferation Security Initiative
<http://www.proliferationsecurity.info/introduction.php>

United Nations: Peace and Security through Disarmament
<http://disarmament2.un.org/>

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

National Defense University: Center for the Study of Weapons of Mass Destruction
<http://www.ndu.edu/WMDCenter/>

U.S. Department of Defense: Weapons of Mass Destruction
<http://www.defenselink.mil/specials/destruction/>

U.S. Department of Energy: Initiatives for Proliferation Prevention
<http://ipp.nn.doe.gov/>

U.S. Department of Energy: National Nuclear Security Administration: Office of Defense Nuclear Nonproliferation
<http://www.nnsa.doe.gov/na-20/program.shtml>

U.S. Department of State: Bureau of Nonproliferation: 2005 NPT Review Conference
<http://www.state.gov/t/np/wmd/nnp/c10602.htm>

U.S. Department of State: Bureau of Nonproliferation: Nonproliferation and Disarmament Fund
<http://www.ndf.org/>

U.S. Department of State: Bureau of Nonproliferation: Proliferation Security Initiative
<http://www.state.gov/t/np/c10390.htm>

U.S. Department of State: International Information Programs: Arms Control and Non-Proliferation
http://usinfo.state.gov/is/international_security/arms_control.html

U.S. Department of State: Under Secretary for Arms Control and International Security
<http://www.state.gov/t/>

ORGANISMES AMÉRICAINS

Arms Control Association: 2005 Campaign to Strengthen the NPT: NPT Resources
<http://www.armscontrol.org/NPT2005/resources.asp>

Carnegie Endowment for International Peace: Proliferation News and Resources
<http://www.carnegieendowment.org/npp/>

Chemical and Biological Arms Control Institute
<http://www.cbaci.org/cbaci/>

Council on Foreign Relations: Weapons of Mass Destruction
<http://www.cfrterrorism.org/weapons/>

Nonproliferation Policy Education Center
<http://www.npec-web.org/>

Nuclear Control Institute
<http://www.nci.org/>

The Stimson Center: Current Projects: Reducing the Threat of WMD
<http://www.stimson.org/?SN=TI20011220106>

Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à la disponibilité des ressources énumérées ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en mars 2005.



<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS /
BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE